

SYNTHÈSE DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

FIERS D'ÊTRE EUROPÉENS ? LILLE, 17 mars 2007

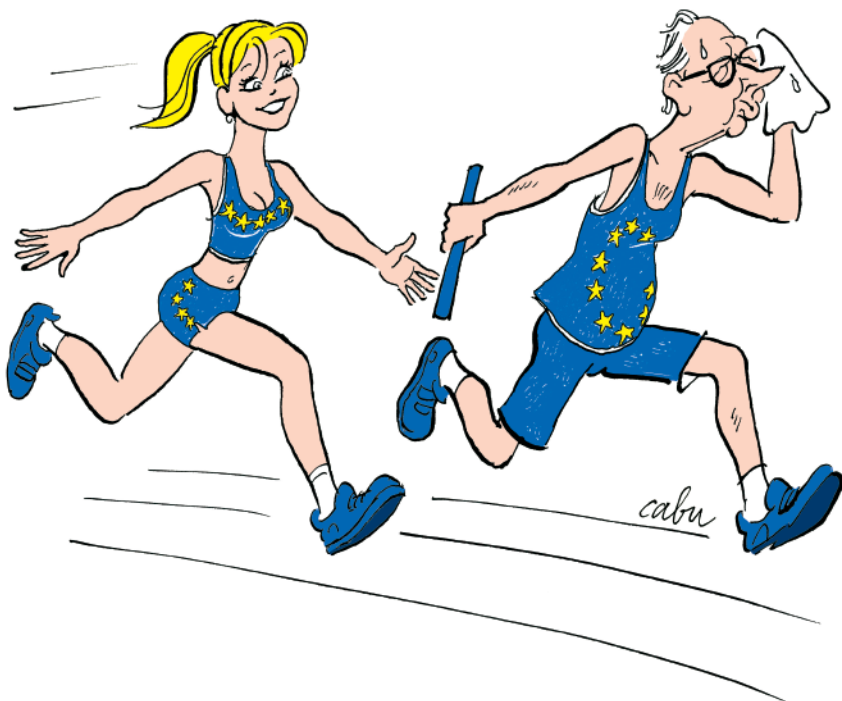
SUMMARY OF THE EUROPEAN ESTATES GENERAL

PROUD TO BE EUROPEAN? LILLE, MARCH 17TH 2007

*

Rapporteurs :

Gaëtane Ricard-Nihoul, Yves Bertoncini



Co-organisateurs des Etats généraux Co-organisers of the Estates General

AVANT-PROPOS

L'année dernière, EuropaNova restituait les mesures – proposées par dix ONG représentatives de la diversité de la société civile européenne de l'Union – susceptibles de renforcer l'identité et la relance du projet européen. Cette année, EuropaNova transmet au Conseil européen, la synthèse des États généraux de l'Europe et porte ainsi ce projet collectif et les couleurs de ses trois organisateurs, EuropaNova, le Mouvement européen et Notre Europe. La première édition des États généraux, a eu lieu le 17 mars 2007 à Lille. Plutôt que de laisser la célébration des 50 ans du Traité de Rome aux seuls experts et politiques, il nous a paru important que la société civile s'empare du sujet, réfléchisse ensemble à ce qui a été accompli durant ce demi-siècle et se prépare enfin à assumer la relève. À la lecture de cette synthèse, chacun pourra mesurer d'ailleurs à quel point le désir d'Europe est intact chez les citoyens et soucieux de trouver enfin les moyens et les nouvelles figures institutionnelles et civiles pour s'incarner pleinement.

Cynthia Fleury

PRÉSIDENTE D'EUROPANOVA

Juin 2007

FOREWORD

Last year, EuropaNova returned measures – proposed by ten NGOs representative of the diversity of European civil society in the Union – capable of reinforcing the identity and revival of European projects. This year, EuropaNova presents a summary of the European Estates General, in this way supporting the collective project and flying the flag for its three organisers, EuropaNova, the Mouvement Européen and Notre Europe. The first edition of the Estates General took place on 17 March 2007 in Lille. Rather than leave the celebration of the 50th anniversary of the Treaty of Rome to the experts and politicians alone, we felt it important for civil society to grasp hold of the subject, think over together what has been accomplished in the last half century and prepare, at last, to take up the challenge. Anyone reading this summary, moreover, will see just how far ordinary citizens' desire for Europe is intact, as is their concern to at last find the means – and the new institutional and civil forms – to embody them fully.

Cynthia Fleury

PRESIDENT OF EUROPANOVA

June 2007

IL Y A QUELQUES MOIS, NOS ORGANISATIONS ONT SOUHAITÉ QUE L'ANNIVERSAIRE DES 50 ANS

du Traité de Rome soit l'occasion d'une vraie célébration en France, d'envergure nationale et mobilisant la société civile dans toute sa diversité. Bien sûr, tout n'est pas parfait aujourd'hui. Et pourtant, même s'il y a encore de nombreuses étapes à franchir, même si l'Europe vit une période d'incertitude après les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel, l'Union européenne reste l'invention politique la plus ambitieuse et idéaliste jamais réalisée. Et que l'Europe vive une des plus longues périodes de paix de son histoire doit être constamment rappelé et admiré. Certes, c'est à une nouvelle génération de prendre le relais afin d'écrire la prochaine page de l'histoire de l'intégration européenne. Mais comment le faire sans saluer ce qui a été accompli, sans remercier ceux grâce à qui tout cela a été possible et sans s'inspirer à nouveau de cette philosophie révolutionnaire des Pères fondateurs qui a permis la réconciliation par la création d'une solidarité de fait ?

Les premiers États Généraux de l'Europe, qui ont lancé le samedi 17 mars à Lille la semaine de célébration du 50^e anniversaire du Traité de Rome, ont mobilisé une quarantaine de partenaires et plus de 3 000 personnes, en majorité françaises mais aussi issues d'une dizaine de pays de l'UE. Personnalités politiques, représentants de la société civile, entrepreneurs, syndicalistes, étudiants, citoyens de tous âges et de tous horizons, ont réfléchi ensemble, lors de débats en réunions plénières et en ateliers. Dans un village associatif, les organisations présentes ont pu faire part de leur activité et montrer comment les participants pouvaient prolonger demain leur action européenne. Un café littéraire a réuni plusieurs auteurs d'ouvrages sur l'Europe qui ont répondu aux questions du public et dédicacé leur livre. En sortant des salles pleines à craquer, entre deux ateliers, les participants prenaient un verre au comptoir. Le pari de la fête et d'un grand foisonnement de débats et d'idées, autour du thème de la fierté européenne, a été réussi.

Les débats structurés autour des valeurs qui fondent l'unité européenne ont d'abord porté sur ce qui a été accompli durant ce demi-siècle. Les participants se sont demandés dans quelle mesure les projets fondés sur les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, de responsabilité, de démocratie, de diversité qui sous-tendent la construction européenne ont pu être mis en œuvre. Ils ont identifié les résultats qui les rendent fiers d'être Européen. Mais ce type de réflexion n'a de sens que si elle permet de se projeter dans l'avenir, de savoir pour quoi, en 2057, ils ressentiront encore cette fierté européenne. Ces États Généraux ont aussi été l'expression d'un engagement pour l'avenir, fort de la conviction que l'intégration européenne est la seule chance pour l'Europe de peser dans le monde de demain.

« L'Europe des résultats », « L'Europe par la preuve », « L'Europe des actions concrètes », la mode est aux slogans qui, à juste titre, cherchent à en revenir à l'essentiel, à savoir démontrer la pertinence du projet européen aux citoyens. En même temps, il faut aussi rappeler sans cesse que le projet d'intégration européenne est avant tout une ambition politique, fondée sur un ensemble de valeurs. Les actions concrètes n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans une vision globale qui soit fidèle à ce pacte fondateur.

C'est pourquoi les organisateurs des États Généraux ont souhaité orienter les débats autour de six valeurs fondamentales pour l'Union européenne : la liberté, la solidarité, la démocratie, l'égalité, la diversité et la responsabilité. Réalisée à partir des comptes rendus élaborés par des étudiants de l'IEP de Lille et de l'EDHEC, cette synthèse ne prétend pas à l'exhaustivité mais témoigne à elle seule de la richesse de ces premiers États Généraux de l'Europe, qui ont débouché sur les constats et propositions présentés ci-après et qui ont vocation à nourrir l'indispensable débat dont l'Europe a besoin.

A FEW MONTHS AGO, OUR ORGANISATIONS DECIDED TO MAKE THE 50TH ANNIVERSARY OF THE

Treaty of Rome the occasion for a real celebration in France: a celebration on a national scale, mobilising civil society in all its diversity. Of course, everything is not perfect today. However, even though there are still many stages to go through and Europe is experiencing a period of uncertainty following the French and Dutch “No” vote to the EU Constitution, the European Union remains the most ambitious and idealistic political invention ever created. And the fact that Europe is living through one of the longest periods of peace in its history should constantly be remembered and admired. Of course, it is now the task of a new generation to take over and write the next page in the history of European integration. But this cannot be done without paying tribute to what has been accomplished, thanking those who made it all possible and drawing inspiration, once again, from the revolutionary philosophy of the founding fathers which made reconciliation possible through the creation of de facto solidarity.

The first European Estates General - launched on Saturday 17 March in Lille in the week when the 50th anniversary of the Treaty of Rome was being celebrated – mobilised more than 3,000 people and about 40 partners, mostly French but also from about 10 EU countries. In plenary meetings and workshops, political personalities, representatives of civil society, businessmen, trade unionists, students and citizens of all ages and backgrounds put their heads together to discuss a great variety of themes. In an association village, the organisations present informed people about their activities and showed how participants could continue their European actions in the future. A literary café brought together several authors of works about Europe who answered questions from the public and dedicated their books. And, as they left halls that were full to bursting point – between two workshops - participants could enjoy a drink at the bar. The challenge was to create a celebration with a profusion of debates and ideas on the theme of European pride, and the gamble definitely paid off.

Debates structured around the values on which European unity is based first dealt with the accomplishments of the last half century. Participants considered the degree to which the projects founded on the values of liberty, equality, solidarity, responsibility, democracy and the diversity that underpins European construction had been implemented, and they identified the results that made them proud to be European. However, this kind of exercise is only significant if it enables us to project ourselves into the future and understand why, in 2057, we shall still be feeling this European pride. The European Estates General also represented a commitment to the future, armed with the conviction that European integration is the only opportunity for Europe to carry weight in tomorrow’s world.

A “Europe of results”, a “Europe through proof”, a “Europe of concrete actions”: many slogans are used and, rightly so, they sought to get back to basics by showing the relevance of the European project to ordinary citizens. At the same time, it should constantly be borne in mind that the project for European integration is, first and foremost, a political ambition, founded on a whole set of values. Concrete actions only make sense if they are part and parcel of a global vision that is faithful to the founding treaty.

It is for this reason that the organisers of the Estates General wanted to centre debates on six fundamental values of the European Union: liberty, solidarity, democracy, equality, diversity and responsibility. The present summary was produced from minutes drawn up by students at the Lille IEP (the Institute for Political Studies) and the EDHEC Business School. While it does not claim to be exhaustive, it does bear witness to the richness of these first European Estates General, which led to the observations and proposals presented below and whose purpose is to feed into the vital debate that Europe needs.

PROGRAMME DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU 17 mars 2007

9 h 00 · 9 h 30

ACCUEIL

Martine Aubry maire de Lille, **Sarah Biasini** actrice, marraine du 50^e anniversaire du Traité de Rome en France.

9 h 30 · 11 h 00

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE: SOLIDARITÉS ET
FIERTÉS EUROPÉENNES

Elie Barnavi directeur scientifique du futur Musée de l'Europe, **Jacques Delors** ancien président de la Commission européenne et président fondateur de Notre Europe, **Didier Donfut** secrétaire d'État belge aux affaires européennes, **Stéphane Rozes**, directeur de l'Institut CSA.

11 h 00 · 12 h 30

ATELIERS I

L'égalité des droits: l'accélérateur européen? Une démocratie européenne à réinventer? Le marché et la libre circulation, une évidence? La liberté d'entreprendre, le devoir d'innover? Environnement et climat: l'Europe en pointe?

14 h 00 · 15 h 30

ATELIERS II

Le dialogue social, porteur de solidarités? La politique de cohésion: pilier de la solidarité? Une union d'États et de peuples: vers un nouveau fédéralisme? La diversité culturelle, une richesse pour l'Union? Le co-développement ou l'Europe solidaire du reste du monde?

15 h 30 · 17 h 00

ATELIERS III

La solidarité par l'euro, une réalité? L'agriculture européenne: quel avenir? La mobilité des jeunes: construire l'Europe de demain. La liberté de la presse, un combat permanent? La lutte contre l'exclusion: un objectif européen? L'Europe: une voix dans le monde de demain?

17 h 15 · 18 h 30

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE: ET MAINTENANT?

Nathalie Griesbeck députée européenne, **Elisabeth Guigou** députée, ancienne ministre déléguée aux affaires européennes, présidente fondatrice d'Euro-partenaires, **Pierre Lequiller** député, président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'UE, **Tommaso Padoa-Schioppa**, ministre de l'économie et des finances de l'Italie, président de Notre Europe.

PROGRAMME DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU 17 mars 2007

9 h 00 · 9 h 30

ACCUEIL

Martine Aubry maire de Lille, **Sarah Biasini** actrice, marraine du 50^e anniversaire du Traité de Rome en France.

9 h 30 · 11 h 00

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE: SOLIDARITÉS ET
FIERTÉS EUROPÉENNES

Elie Barnavi directeur scientifique du futur Musée de l'Europe, **Jacques Delors** ancien président de la Commission européenne et président fondateur de Notre Europe, **Didier Donfut** secrétaire d'État belge aux affaires européennes, **Stéphane Rozes**, directeur de l'Institut CSA.

11 h 00 · 12 h 30

ATELIERS I

L'égalité des droits: l'accélérateur européen? Une démocratie européenne à réinventer? Le marché et la libre circulation, une évidence? La liberté d'entreprendre, le devoir d'innover? Environnement et climat: l'Europe en pointe?

14 h 00 · 15 h 30

ATELIERS II

Le dialogue social, porteur de solidarités? La politique de cohésion: pilier de la solidarité? Une union d'États et de peuples: vers un nouveau fédéralisme? La diversité culturelle, une richesse pour l'Union? Le co-développement ou l'Europe solidaire du reste du monde?

15 h 30 · 17 h 00

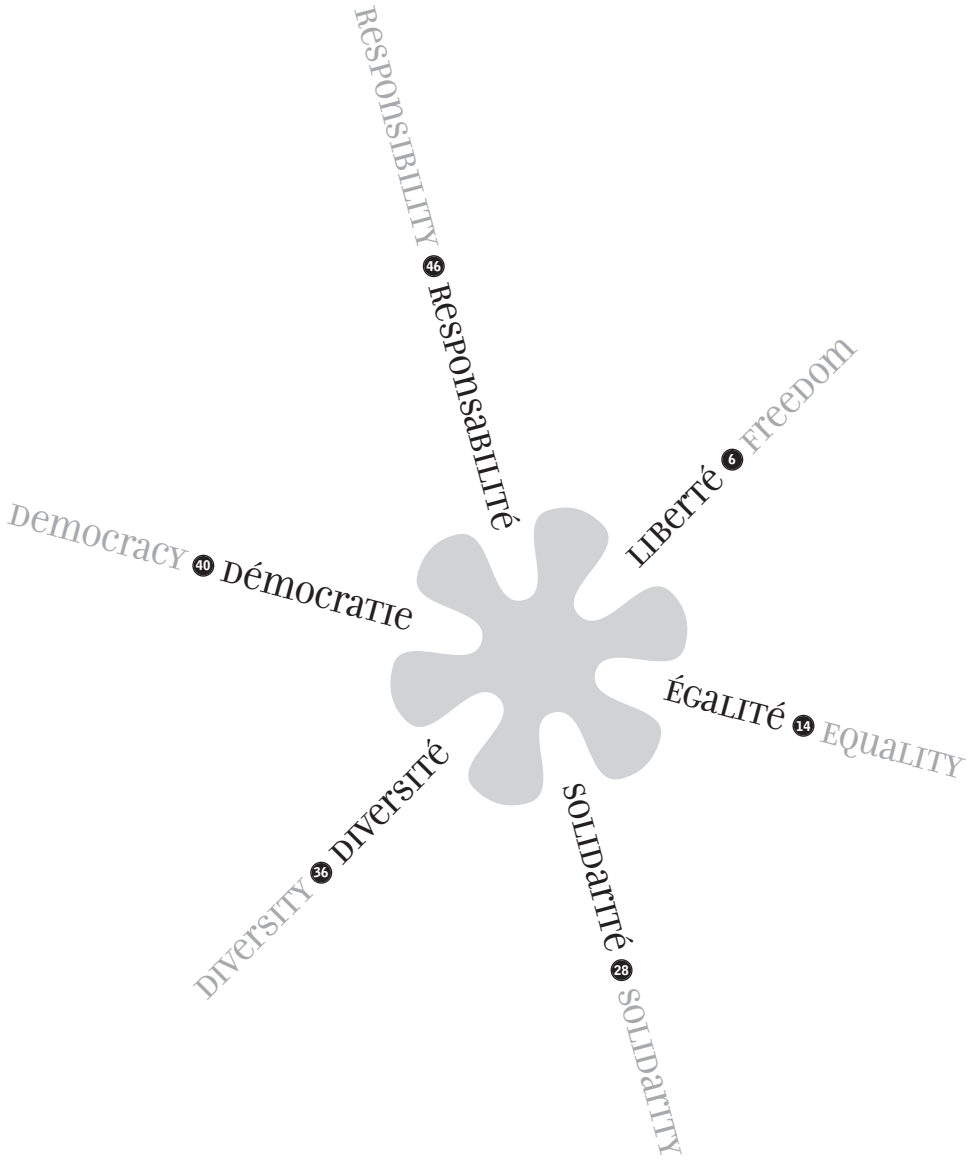
ATELIERS III

La solidarité par l'euro, une réalité? L'agriculture européenne: quel avenir? La mobilité des jeunes: construire l'Europe de demain. La liberté de la presse, un combat permanent? La lutte contre l'exclusion: un objectif européen? L'Europe: une voix dans le monde de demain?

17 h 15 · 18 h 30

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE: ET MAINTENANT?

Nathalie Griesbeck députée européenne, **Elisabeth Guigou** députée, ancienne ministre déléguée aux affaires européennes, présidente fondatrice d'Euro-partenaires, **Pierre Lequiller** député, président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'UE, **Tommaso Padoa-Schioppa**, ministre de l'économie et des finances de l'Italie, président de Notre Europe.



LIBERTÉ

Freedom

Les vertus pacificatrices du libre échange ont été soulignées dans la plupart des ateliers consacrés à ce thème, avec une référence directe à l'analyse développée par John Maynard Keynes aux lendemains de la Première Guerre mondiale, dans son ouvrage « Les conséquences économiques de la paix ». Sa leçon a été retenue par les promoteurs de la construction européenne, qui ont su dépasser l'esprit de revanche et adopté des principes de libre circulation porteurs de rapprochement et de concorde.

Il a d'ailleurs été souhaité que les objectifs politiques qui sous-tendaient le libre-échange européen soient réaffirmés : si l'Europe a construit un marché commun et une union douanière, c'est aussi pour être plus forte sur le plan international, et elle devrait aujourd'hui s'appuyer sur cet acquis pour renforcer son influence extérieure.

Le marché et La LIBRE CIRCULATION, une évidence ?

LA LIBÉRALISATION DES BIENS ET DES SERVICES EST JUGÉE TRÈS POSITIVE DANS SON PRINCIPE COMME DANS SON IMPACT :

- pour les consommateurs, dont elle accroît la liberté de choix dans un marché de 27 pays, mais aussi le pouvoir d'achat grâce à la mise en concurrence européenne ;
- pour les entreprises, qui ont la possibilité d'accéder à de nouveaux marchés ;
- pour les territoires européens, l'exemple du Nord-Pas-de-Calais étant particulièrement cité : s'il a été doublement victime des évolutions commerciales internationales (d'abord dans le secteur minier et sidérurgique, puis dans le secteur textile), il a également pu refonder son développement économique en misant sur sa position de carrefour stratégique de l'Europe ;
- pour la France : c'est en grande partie sous l'influence de l'ouverture commerciale européenne que la France a approfondi sa modernisation économique et sociale dans les années quatre-vingt.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*
Philippe Herzog
PRÉSIDENT DE
CONFRONTATIONS EUROPE
CHAIRMAN OF
CONFRONTATIONS EUROPE
*et animé par
and led by*

Baudouin Bollaert
ANCIEN RÉDACTEUR EN
CHEF DU FIGARO
FORMER EDITOR OF
LE FIGARO

Avec/With
Jacques Barrot
COMMISSAIRE EN CHARGE
DES TRANSPORTS,
VICE-PRÉSIDENT DE LA
COMMISSION EUROPÉENNE
COMMISSIONER FOR
TRANSPORT,
VICE-PRESIDENT OF THE
EUROPEAN COMMISSION

Jean-Claude Detilleux
PRÉSIDENT DE LA CEP-
CMAF (CONFÉRENCE
EUROPÉENNE
PERMANENTE DES
COOPÉRATIVES,
MUTUALITÉS,
ASSOCIATIONS ET
FONDACTIONS)
PRESIDENT OF CEP-CMAF
(EUROPEAN STANDING
CONFERENCE OF CO-
OPERATIVES, MUTUAL
SOCIETIES, ASSOCIATIONS
AND FOUNDATIONS)

Etienne Farvaque
ENSEIGNANT-CHERCHEUR,
UNIVERSITÉ DE LILLE 1/IEP
LILLE PROFESSEUR
D'ÉCONOMIE DE L'IEP LILLE
TEACHER-RESEARCHER,
UNIVERSITY OF LILLE 1/IEP
LILLE LECTURER IN
ECONOMICS AT IEP LILLE

Michel Guerlavais
SECRETARE NATIONAL DE
L'UNSA (UNION
NATIONALE DES
SYNDICATS AUTONOMES)
EN CHARGE DES AFFAIRES
INTERNATIONALES ET
EUROPÉENNES
NATIONAL SECRETARY OF
UNSA (NATIONAL UNION
OF AUTONOMOUS TRADE
UNIONS) IN CHARGE OF
INTERNATIONAL AND
EUROPEAN AFFAIRS

The peace-making virtues of free trade were emphasised in almost all workshops devoted to this theme, with direct reference to John Maynard Keynes's post-First World War analysis of this subject in "The Economic Consequences of the Peace". The latter's lesson was learned by the promoters of European construction who succeeded in going beyond a mere spirit of revenge and adopting the principles of free movement that were conducive to reconciliation and harmony.

Furthermore, the political objectives that underpin free trade in Europe should be reaffirmed: if Europe has constructed a common market and a customs union, it is also to be stronger at an international level, and it should now use this asset to strengthen its influence abroad.

THE MARKET AND FREE MOVEMENT: AN OBVIOUS FACT?

THE LIBERALISATION OF GOODS AND SERVICES WAS CONSIDERED VERY POSITIVE, BOTH AS A PRINCIPLE AND IN TERMS OF ITS IMPACT:

- For consumers, increasing their freedom of choice in a market made up of 27 countries, and also their purchasing power, thanks to European-wide competition.
- For companies, giving them the opportunity to access new markets.
- For European territories. The example of the Nord-Pas-de-Calais region was cited in particular: though it fell victim twice to international trade developments (first in the mining and iron-and-steel manufacturing sectors, then in the textile sector), it succeeded in rebuilding its economic development on new foundations by gambling on its position as a strategic crossroads in Europe.
- For France: it was, to a great extent, thanks to the opening up of European trade that France's economic and social modernisation was furthered in the 1980s.

THE LIBERALISATION OF GOODS AND SERVICES WAS ALSO THE SUBJECT OF CRITICISM AND PROPOSALS, PARTICULARLY AIMED AT:

- Preserving and promoting public services or "general interest services". These play an important role in terms of social cohesion and their liberalisation gives rise to concern: in this respect, the "Communication" prepared by the European Commission will be looked on as a test.
- Strengthening the European market's social dimension: setting up minimum European social standards (e.g. for tough jobs) that could be taken up by Community collective agreements; developing adjustment mechanisms for victims of restructuring programmes (e.g. globalisation adjustment fund).
- Avoiding the imbalances of excessive fiscal competition: though differences in company taxation are conceivable given the heterogeneous nature of the EU

LA LIBÉRALISATION DES BIENS ET DES SERVICES FAIT AUSSI L'OBJET DE CRITIQUES ET DE PROPOSITIONS QUI VISENT NOTAMMENT :

– à préserver et à promouvoir les services publics ou « services d'intérêt général », qui jouent un rôle important en termes de cohésion sociale, et dont la libéralisation suscite des inquiétudes : la « Communication » préparée par la Commission européenne fera à cet égard figure de test ;

– à renforcer la dimension sociale du marché européen : mise en place de normes sociales européennes minimales (exemple des travaux pénibles), pouvant être reprises par des conventions collectives communautaires ; développement des mécanismes d'ajustement pour les victimes des restructurations (exemple du fonds d'ajustement à la mondialisation) ;

– à éviter les distorsions de concurrence fiscale excessives : si les différences d'imposition sur les sociétés sont concevables étant donnée l'hétérogénéité de l'UE (pays périphériques, nouveaux entrants etc.), elles devraient respecter des limites acceptables et ne pas bénéficier à des pays plus riches que la moyenne communautaire (contre exemple de l'Irlande) ou qui reçoivent d'importants fonds structurels, dont le niveau pourrait être abaissé en conséquence ; l'harmonisation de l'assiette de « l'impôt sur les sociétés » pourrait favoriser la mise en place d'une imposition moins hétérogène dans l'UE ;

– à promouvoir une libéralisation des services souhaitable dans son principe, mais qui ne peut être conduite sur le même mode que la libéralisation des marchandises : les modifications apportées par le Parlement européen au projet de directive « services » ont, à cet égard, été appréciées ;

– de favoriser une libéralisation externe (notamment à l'OMC) équitable pour l'Union européenne : introduction éventuelle d'une « TVA sociale » pour rapprocher le prix des produits européens et importés ; promotion des règles sociales et environnementales européennes au niveau international.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Quentin Weiler

PRÉSIDENT DE VISIONS
D'EUROPE, ÉTUDIANT À
L'IEP LILLE (INSTITUT
D'ÉTUDES POLITIQUES)
PRESIDENT OF VISIONS
D'EUROPE, STUDENT AT
IEP LILLE (INSTITUTE OF
POLITICAL STUDIES)

*et animé par
and led by*

Philippe Manière

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'INSTITUT MONTAIGNE ET
JOURNALISTE À BFM
DIRECTOR GENERAL OF
THE INSTITUT MONTAIGNE
AND JOURNALIST AT BFM

Avec / With

Joël Decaillon

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
LA CES (CONFÉDÉRATION
EUROPÉENNE DES
SYNDICATS)
GENERAL SECRETARY OF
THE CES (EUROPEAN
TRADE UNION
CONFEDERATION)

Pauline Gessant

PRÉSIDENTE DES JEUNES
EUROPÉENS (FRANCE)
PRESIDENT OF JEUNES
EUROPÉENS (FRANCE)

Pierre Mairesse

DIRECTEUR JEUNESSE,
SPORT ET RELATIONS
AVEC LE CITOYEN À LA DG
EDUCATION ET CULTURE
DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE
DIRECTOR OF YOUTH,
SPORT AND RELATIONS
WITH THE CITIZENS,
DIRECTORATE GENERAL
FOR EDUCATION AND
CULTURE, EUROPEAN
COMMISSION

Bernard

Ramanantsoa
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU
GROUPE HEC (HAUTES
ÉTUDES COMMERCIALES)
DIRECTOR GENERAL OF
THE HEC GROUP (SCHOOL
OF MANAGEMENT)

La MOBILITÉ DES JEUNES : CONSTRUIRE L'EUROPE DE DEMAIN

LE SYMBOLE DE LA RÉCONCILIATION EUROPÉENNE

Pour imparfaite qu'elle soit, la libre circulation des personnes est perçue comme un vrai motif de fierté et comme un symbole de la réconciliation européenne. Cette liberté de circulation a notamment été rendue possible suite à plusieurs décisions européennes marquantes :

– liberté de circulation des travailleurs progressivement mise en place, et qui est appelée à s'étendre graduellement aux pays qui viennent d'adhérer à l'UE ;

– accès facilité aux régimes de soins et de retraite, via une meilleure correspondance et compatibilité des régimes nationaux (des améliorations complémentaires étant en cours) ;

(peripheral countries, new members, etc.), they should respect acceptable limitations and not benefit those countries that are richer than the Community average (the counter-example of Ireland) or those that receive significant structural funds and whose level could be lowered as a result; the harmonisation of the "corporate tax" base could encourage the introduction of less heterogeneous taxation within the EU.

– Promoting the liberalisation of services is desirable in principle, though it cannot be conducted in the same manner as the liberalisation of goods: in this respect, the modifications made by the European Parliament to the "Services" directive project were much appreciated.

– Favouring external liberalisation (particularly at the WTO) that is fair for the EU: the possible introduction of "social VAT" to narrow the price gap between European and imported products; promoting European social and environmental rules at an international level.

THE MOBILITY OF YOUNG PEOPLE: BUILDING TOMORROW'S EUROPE

THE SYMBOL OF EUROPEAN RECONCILIATION

However imperfect it may be, the free movement of people was perceived as a genuine reason for pride and a symbol of European reconciliation. In particular, this freedom of movement has – following several outstanding European decisions – enabled:

– The progressive introduction of the free movement of workers, which is destined to extend gradually to countries that have recently joined the EU.

– Easier access to healthcare and retirement schemes, via improved correspondence and compatibility between national schemes (with additional improvements under way).

– The development of exchange programmes that have become emblematic of the European Union: in this respect, it was mentioned that the "Erasmus" programme was behind half the student mobility in Europe and that it had benefited approximately 1,300,000 students over a period of 20 years.

PROPOSALS TO FURTHER DEVELOP MOBILITY FOR YOUNG EUROPEANS:

The Europe of today and tomorrow will only be built if young people take it to heart and dream up its future: in order to understand Europe and feel that they belong to a community, young people must be able to get out and about, be free to move around, experience other countries and learn other languages. It is therefore desirable for European and national decision-makers to set very ambitious objectives for the mobility of young people, by conforming with the following proposals:

— développement de programmes d'échanges qui sont devenus emblématiques de l'Union européenne : il a ainsi été indiqué que le programme « Erasmus » était à l'origine de la moitié de la mobilité étudiante européenne et qu'il avait bénéficié à près de 1 300 000 étudiants depuis 20 ans.

DES PROPOSITIONS POUR DÉVELOPPER ENCORE PLUS LA MOBILITÉ DE JEUNES EUROPÉENS :

L'Europe d'aujourd'hui et de demain ne se construira que si la jeunesse se l'approprie et rêve son avenir : pour comprendre l'Europe et avoir le sentiment d'appartenir à une communauté, les jeunes doivent pouvoir bouger, être libres de circuler et de connaître une expérience dans d'autres pays, apprendre d'autres langues. Il a donc été souhaité que les décideurs européens et nationaux fixent des objectifs très ambitieux pour la mobilité des jeunes, conformément aux propositions suivantes :

- triplement rapide des budgets consacrés au « programme Erasmus », sur la base d'une contribution accrue de l'UE, des États et des collectivités locales ;
- accès élargi au programme d'échanges européens, notamment d'un point de vue social : augmentation du niveau des bourses et renforcement des programmes d'échanges pour les non-bacheliers ;
- développement des jumelages entre villes et écoles, qui permettront de multiplier le nombre d'échanges entre élèves tout en impliquant étroitement les familles d'accueil ;
- renforcement du « Service Volontaire Européen » (5 000 volontaires par an pour l'instant) par la mise en place d'un Service Civique Européen généralisé et amplifié ;
- meilleure reconnaissance des parcours européens, via l'amélioration du système d'équivalence des diplômes « LMD » (des disparités persistent au niveau des masters) et la prise en compte de l'expérience acquise lors du service volontaire européen.

La LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE, Le DEVOIR D'INNOVER ?

L'INNOVATION EST CONSIDÉRÉE COMME UN ATOUT CLÉ POUR L'EUROPE :

- l'adoption de la « stratégie de Lisbonne » témoigne d'une prise de conscience bienvenue ;
- la plupart des industries en déclin offrent des métiers peu attirants pour les jeunes générations ;
- la mise en place d'une trentaine de « plateformes technologiques européennes » contribue à la coordination des efforts nationaux ;
- les 10 pôles d'innovation mis en place dans la région lilloise (dans les domaines du textile innovant, des chemins de fer, des ressources halieutiques, etc.) permettent de conforter l'avenir économique de ses habitants.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Bruno Bonduelle

PRÉSIDENT DE LA CCI
LILLE-MÉTROPOLE
(CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE)
PRESIDENT OF THE
LILLE-MÉTROPOLE CCI
(CHAMBER OF COMMERCE
AND INDUSTRY)

*et animé par
and led by*

Yannick Boucher

JOURNALISTE À LA VOIX
DU NORD
JOURNALIST AT LA VOIX
DU NORD

Avec/ With

Jean-René Boidron

VICE-PRÉSIDENT DU
GROUPE CROISSANCE
PLUS
VICE-PRESIDENT OF THE
CROISSANCE PLUS GROUP

Jean Duforest

PRÉSIDENT DU GROUPE
OKAÏDI
PRESIDENT OF THE OKAÏDI
GROUP

Maria Joao Rodrigues

PROFESSEUR À L'INSTITUT
DES ÉTUDES
EUROPÉENNES DE L'ULB
(UNIVERSITÉ LIBRE DE
BRUXELLES), CONSEILLER
SPÉCIAL POUR LA
STRATÉGIE DE LISBONNE
LECTURER AT THE
INSTITUT DES ÉTUDES
EUROPÉENNES (INSTITUTE
OF EUROPEAN STUDIES) AT
ULB (FREE UNIVERSITY OF
BRUSSELS), SPECIAL
ADVISER FOR THE LISBON
STRATEGY

- Tripling rapidly the budgets devoted to the Erasmus programme, thanks to increased contributions from the EU, member states and local communities.
- Wider access to the European exchange programme, especially from a social point of view: increasing the number of grants and strengthening exchange programmes for people who have not passed the Baccalaureat exam.
- Development of town and school twinnings, making it possible to increase the number of exchanges between students while relying on the close involvement of host families.
- Reinforcing the “European Voluntary Service” (presently 5,000 volunteers per year) by setting up a wide-based, expanded European Civic Service.
- Improving recognition of European career trajectories, via an improved system of “LMD” (Licence-Master-Doctorat, Bachelor’s Degree-Master’s Degree-Doctorate) diploma equivalence (there are still disparities at Master’s Degree level), and taking into account experience acquired during voluntary European service.

THE FREEDOM TO DO BUSINESS, THE DUTY TO INNOVATE?

INNOVATION WAS CONSIDERED TO BE A KEY ASSET FOR EUROPE:

- The adoption of the “Lisbon Strategy” shows a welcome awareness.
- Most declining industries offer professions that are unattractive for younger generations.
- The setting up of about 30 “European Technological Platforms” is contributing to the coordination of national efforts.
- The 10 innovation poles set up in the Lille region (in the fields of innovative textiles, railways, halieutic resources, etc.) provide back-up for the economic future of its inhabitants.

EUROPEAN INNOVATION POLICIES WERE THE SUBJECT OF CRITICISM AND PROPOSALS:

- The objective of a research and development investment that is equal to, or higher than, 3% of GDP will probably not be reached by 2010: national and European budgets should be mobilised to a greater extent between now and then.
- Training the younger generations for new and more attractive professions (design and creative professions, logistics, local community-based services, environmental trade) requires a huge effort which could be the subject of a new “Single European Act”, mainly concerning education and employment (and energy).
- The introduction of a European tax credit will help promote company business in the EU, particularly that of small or medium-sized businesses.

LES POLITIQUES D'INNOVATION EUROPÉENNES FONT L'OBJET DE CRITIQUES ET DE PROPOSITIONS :

- l'objectif d'un investissement de recherche et développement égal ou supérieur à 3 % du PIB ne sera probablement pas atteint en 2010 : il doit mobiliser davantage les budgets nationaux et européens d'ici là ;
- la formation des jeunes générations à de nouveaux métiers plus attrayants (design et métiers créatifs, logistique, services de proximité, commerce environnemental) nécessite un effort massif, qui pourrait faire l'objet d'un nouvel « Acte Unique européen » portant principalement sur l'éducation et l'emploi (ainsi que sur l'énergie) ;
- la mise en place d'un crédit d'impôt européen contribuerait à favoriser l'activité des entreprises de l'UE, et notamment des PME.

La LIBERTÉ DE LA PRESSE, un COMBAT permanent ?

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EST CONSIDÉRÉE COMME UNE DES VALEURS COMMUNES AUX PAYS DE L'UE :

- bien que participant de systèmes d'organisations différents et d'univers culturels variés, l'ensemble des pays de l'UE, y compris les nouveaux pays adhérents, ont pour principe de respecter la liberté de la presse ;
- le « centre de presse » des institutions européennes est l'un des deux plus importants du monde et permet d'accéder à de multiples informations ;
- le développement en Europe de l'internet et des « blogs » permet d'approfondir les relations entre journalistes et citoyens et de les rendre moins verticales.

IL A ÉTÉ SOUHAITÉ QUE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE SOIT CEPENDANT PLUS VIGOREUSEMENT DÉFENDUE PAR LES AUTORITÉS NATIONALES ET COMMUNAUTAIRES :

- les journalistes européens ne doivent plus être inquiétés par les autorités nationales au motif qu'ils contreviendraient à la sécurité de l'État (contre exemple de l'affaire des caricatures aux Pays-Bas) ou qu'ils refusent de révéler leurs sources ;
- soumise à d'importants impératifs commerciaux, la presse européenne doit bénéficier d'un soutien public renforcé afin que les journalistes ne soient pas réduits à ne produire que des informations « rentables » ou à dépendre de bases de données et d'images uniformisées ;
- pour compenser l'inaction ou l'apathie de certains médias à l'égard de l'information sur l'Europe, il a été souhaité que les autorités gouvernementales et l'éducation nationale jouent un rôle d'information compensatoire auprès des citoyens de l'UE ;
- au niveau mondial, il a enfin été souligné que l'UE a vocation à faire figure de chef de file dans la défense de la liberté de la presse.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*
Daniel Deloit
DIRECTEUR DE L'ESJ LILLE
(ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
JOURNALISME)
DIRECTOR OF ESJ LILLE
(HIGH COLLEGE OF
JOURNALISM)
Avec/With
Cynthia Fleury
PROFESSEUR DE
PHILOSOPHIE POLITIQUE
PROFESSOR OF POLITICAL
PHILOSOPHY
Jean Quatremer
CORRESPONDANT AUPRÈS
DE L'UE POUR LIBÉRATION
EU CORRESPONDENT FOR
LIBÉRATION

FREEDOM OF THE PRESS: AN ONGOING BATTLE?

FREEDOM OF THE PRESS WAS CONSIDERED TO BE ONE OF THE SHARED VALUES OF ALL EU COUNTRIES:

- Though they have different systems of organisation and varied cultural universes, all EU countries – including new members – share the principle of respecting the freedom of the press.
- The “press centre” for European institutions is one of the two largest in the world, providing access to a large amount of information.
- In Europe, the development of the Internet and “blogs” is helping deepen relations between journalists and citizens, making them less vertical.

HOWEVER, THE FREEDOM OF THE PRESS SHOULD BE DEFENDED MORE VIGOROUSLY BY NATIONAL AND COMMUNITY AUTHORITIES:

- European journalists should no longer be harassed by national authorities on the grounds that they may contravene state security (the counter-example of the caricature affair in the Netherlands) or that they refuse to reveal their sources.
- The European press is subject to significant commercial pressure and should benefit from strengthened public support so that journalists are not reduced to producing only “profitable” information or depending on standardised image banks and databases;
- To compensate for the inaction or apathy of certain media concerning information about Europe, government and national education authorities should play a compensatory information role with regard to EU citizens;
- Lastly, it was emphasised that the EU’s calling is to take a leading role in the defence of press freedom at a global level.

EGALITÉ

EQUALITY

L'ÉGALITÉ DES DROITS : L'accélérateur européen ?

En matière d'égalité des droits, deux mouvements puissants sont à l'œuvre au niveau communautaire : une convergence juridique, grâce à la Cour européenne des droits de l'homme et à la Cour de Justice des Communautés Européennes et l'effet de contagion politique, toute avancée dans un pays annonçant une avancée comparable dans les autres. L'Union européenne a notamment légiféré bien avant de nombreux États membres en matière d'égalité homme-femme. Quel bilan en tirer ? Quelles sont les améliorations possibles ? Quelle a été la force de l'exemple de pays membres – notamment ceux d'Europe du Nord ? Qu'en est-il de la lutte contre toute forme de discrimination, en particulier contre le racisme ? En matière de droits des homosexuels ?

ÉTATS DE DROIT ET DROITS DES CITOYENS : FIERS DES ACQUIS

L'Union européenne n'est pas seulement une coopération économique entre entités nationales. C'est aussi et surtout une association d'États de droit qui se reconnaissent dans des valeurs démocratiques telles que l'égalité, la liberté ou la justice. Cette Union des droits a une double dimension : elle assure la reconnaissance et le respect des droits de ses citoyens et elle promeut également ses valeurs au-delà de ses frontières. Pour accomplir sa mission, l'Union européenne s'est dotée d'instruments efficaces : les États membres doivent adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme adoptée en 1950 dans le cadre du Conseil de l'Europe ; l'Union européenne dispose aujourd'hui de sa propre Charte des droits fondamentaux ; les Traités, directives et règlements européens œuvrent également pour la promotion des droits dans l'Union ; enfin, la Cour de Justice des Communautés Européennes intègre cet arsenal de droit dans le dispositif de ses arrêts.

La législation européenne a notamment eu une importance majeure dans le domaine de l'égalité homme-femme. Le Traité de Rome comportait déjà des dispositions sur l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes tandis que l'article 13 introduit par le Traité d'Amsterdam concerne toutes les formes de discrimination (origine ethnique, religion, convictions, handicap, âge, orientation sexuelle...). En 2000, le Conseil a adopté deux directives et un programme d'action communautaire dans ce domaine.

ALLER PLUS LOIN POUR L'EFFECTIVITÉ DES DROITS

La notion d'égalité des droits est donc fondamentale et doit orienter la prise de déci-



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Régis Verley
PRÉSIDENT DE LA
SECTION FRANÇAISE DE
L'ASSOCIATION DES
JOURNALISTES
EUROPÉENS
PRESIDENT OF THE
FRENCH SECTION OF THE
ASSOCIATION OF
EUROPEAN JOURNALISTS

Avec / With

Alvaro Gil Robles
ANCIEN COMMISSAIRE
AUX DROITS DE L'HOMME
DU CONSEIL DE L'EUROPE
FORMER COMMISSIONER
FOR HUMAN RIGHTS AT
THE COUNCIL OF EUROPE

Sihem Habchi
VICE-PRÉSIDENTE DE « NI
PUTES, NI SOUMISES » EN
CHARGE DES RELATIONS
INTERNATIONALES
PRESIDENT OF
"NEITHER WHORES NOR
SUBMISSIVES", IN CHARGE
OF INTERNATIONAL
RELATIONS

Martine Levy
VICE-PRÉSIDENTE DU
LOBBY EUROPÉEN DES
FEMMES
PRESIDENT OF THE
EUROPEAN WOMEN'S
LOBBY

Alain Piriou
PORTE-PAROLE DE
L'INTER-LGBT (INTER
ASSOCIATIVE LESBIENNE,
GAIE, BI ET TRANS)
SPOKESMAN FOR INTER-
LGBT (LESBIAN, GAY,
BI AND TRANS
INTER-ASSOCIATION)

EQUALITY OF RIGHTS: THE EUROPEAN ACCELERATOR?

Where equality of rights is concerned, two powerful movements are at work at a Community level: one is legal convergence, thanks to the European Court of Human Rights and the European Court of Justice; the other is the effect of political contagiousness whereby any progress in one country heralds comparable progress in the others. In particular, the European Union produced legislation concerning equal rights between men and women well ahead of many member states. What conclusions can be drawn? What are the possible improvements? What has been the strength of examples set by member countries – notably those of Northern Europe? Where do we stand in the struggle against all forms of discrimination, particularly racism? And the rights of homosexuals?

THE RULE OF LAW AND CITIZENS' RIGHTS: TAKING PRIDE IN OUR ASSETS

The European Union is not only a union for economic cooperation between national entities. It is also, and above all, an association of states respecting the rule of law, recognisable for their democratic values such as equality, liberty and justice. There are two dimensions to this rights-based Union: it ensures the recognition and respect of its citizens' rights and it also promotes these values beyond its borders. To accomplish its mission, the EU has effective instruments at its disposal: member states must abide by the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms that was adopted in 1950 within the framework of the Council of Europe; the EU now has its own Charter of Fundamental Rights; European treaties, directives and regulations also promote rights within the Union; lastly, the European Court of Justice integrates this arsenal of rights into its judgement system.

In particular, European legislation has been of major importance in the field of equal rights between men and women. The Treaty of Rome already included measures concerning equality of pay for men and women, while Article 13 introduced by the Treaty of Amsterdam concerns all forms of discrimination (ethnic origin, religion, convictions, handicap, age, sexual orientation, etc.). In 2000, the Council adopted two directives and a programme of Community action in this field.

GOING EVEN FURTHER, FOR EFFECTIVE RIGHTS

The notion of equal rights is, therefore, fundamental and should direct decision-making at a European level. The integration of this principle into Union policy gives it a political and social dimension that is still not fully developed today. European law has made possible considerable progress and the role of the Union is crucial in exerting pressure for rights to be respected. The example of the Polish Minister of Education, who proposed a bill intended to ban teachers

sion au niveau européen. L'intégration de ce principe dans la politique de l'Union lui confère une dimension politique et sociale, qui reste insuffisamment développée aujourd'hui. Le droit européen a permis des avancées considérables et le rôle de l'Union est crucial pour exercer une pression pour que les droits soient respectés. L'exemple du Ministre de l'éducation polonais, qui a proposé un projet de loi visant l'interdiction d'enseigner pour les instituteurs qui militeraient pour des associations gays ou lesbiennes, est évoqué. La Commission européenne a rappelé, à cette occasion, à la Pologne qu'elle avait signé la Charte des droits fondamentaux et qu'elle s'était engagée ainsi à respecter le principe de non-discrimination.

Malheureusement, c'est souvent très lentement que ces avancées s'effectuent. Les États membres ralentissent le processus. C'est pourquoi il est important que des droits contraignants soient mis en place ainsi que la faculté pour les citoyens de faire respecter ces droits. C'est pourquoi les participants à l'atelier regrettent que le caractère contraignant de la Charte des droits fondamentaux soit remis en cause suite aux problèmes de ratification du Traité constitutionnel européen. Par ailleurs, le droit ne suffit pas pour atteindre une égalité de fait. Celui-ci ne saurait être efficace sans la mise en place de politiques concrètes et sans l'avènement d'un changement des mentalités. Les intervenants soulignent à cet égard l'importance du rôle joué par les organisations non gouvernementales et syndicales, auxquelles les citoyens peuvent faire appel.

L'Europe est regardée de l'extérieur et de l'intérieur par une jeunesse qui l'attend et l'espère. L'Europe doit aussi cesser l'hypocrisie sur les manquements aux droits fondamentaux qui peuvent encore exister à l'intérieur de l'Union, notamment en matière d'immigration ou de conditions carcérales.

PROPOSITION

Les participants à l'atelier adoptent l'affirmation d'Alvaro Gil Robles, selon laquelle l'Union européenne doit « réarmer de principes et de valeurs le projet européen ». Ils proposent en particulier :

- de donner un statut juridique contraignant à la Charte européenne des droits fondamentaux.
- pour accélérer cette étape, qu'une pétition citoyenne en fasse la demande auprès des institutions européennes.

UNE UNION D'ÉTAT ET DE PEUPLES : VERS UN NOUVEAU FÉDÉRALISME ?

Depuis 50 ans, les institutions européennes évoluent en empruntant certains de leurs traits au fédéralisme, système politique conçu pour faire vivre l'unité dans la



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Stéphane van

Wassenhove
PRÉSIDENT DE L'APEF
(ASSOCIATION POUR UNE
EUROPE FÉDÉRALE)

PRESIDENT OF APEF
(ASSOCIATION TO PROMOTE
A FEDERAL EUROPE)

*et animé par
and led by*

Jean Quatremer

CORRESPONDANT AUPRÈS
DE L'UE POUR LIBÉRATION
EU CORRESPONDENT FOR
LIBERATION

Avec/With

Alain Lamassoure

DÉPUTÉ EUROPÉEN
MEMBER OF THE
EUROPEAN PARLIAMENT

Cécile Leconte

PROFESSEUR DE L'IEP
LILLE (INSTITUT
D'ÉTUDES POLITIQUES),
EN CHARGE DE LA FILIÈRE
EUROPE
LECTURER AT IEP LILLE
(INSTITUTE OF POLITICAL
STUDIES), IN CHARGE OF
COURSES ON EUROPE

Christian Philip

VICE-PRÉSIDENT DU
MOUVEMENT EUROPÉEN
FRANCE ET PROFESSEUR
À LYON III
VICE-PRESIDENT OF
MOUVEMENT EUROPÉEN-
FRANCE AND LECTURER
AT LYON III

who militated for gay or lesbian associations from teaching, was mentioned. On this occasion, the European Commission reminded Poland that it had signed the Charter of Fundamental Rights and that, as a result, it was committed to respecting the principle of non-discrimination.

Unfortunately, all too often progress occurs very slowly. Member states slow down the process. Hence the importance of deploying restrictive rights as well as the power for citizens to ensure that these rights are respected. For this reason, those participating in the workshop found it regrettable that the binding character of the Charter of Fundamental Rights has been called into question following ratification problems with the Constitutional Treaty for Europe. Furthermore, rights are not enough in themselves to attain de facto equality. They cannot be effective unless concrete policies are set up and attitudes begin to change. The contributors emphasised, in this respect, the importance of the role played by non-governmental and trade-union organisations to which citizens can appeal.

From within and without, Europe is being watched by young people whose hopes and expectations it embodies. It must therefore also put an end to the hypocrisy concerning breaches of fundamental rights that still occur within its borders, particularly with regard to immigration and prison conditions.

PROPOSAL

Participants in the workshop adopted Alvaro Gil Robles' assertion that the European Union must "rearm the European project with principles and values". In particular, they propose the following:

- **Providing the European Charter of Fundamental Rights with restrictive legal status.**
- **To accelerate this phase, a citizens' petition should put the request forward to European institutions.**

A UNION OF STATES AND PEOPLES: TOWARDS a new FEDERALISM?

For 50 years, European institutions have evolved by borrowing some of their features from federalism, a political system devised to forge unity out of diversity. Though clearly stated in the Schuman Declaration, the objective of a European Federation has nevertheless lost focus and has even been contested. What original model for federalism did the EU adopt? Does Europe's future still lie in this method of political organisation? If so, in what form? If not, what alternative political model should be deployed?

diversité. D'explicite dans la Déclaration Schuman, l'objectif d'une Fédération européenne est cependant devenu beaucoup plus flou voire contesté. Quel modèle original de fédéralisme l'UE a-t-elle adopté ? Est-ce dans ce mode d'organisation politique que continue de résider son avenir ? Si oui, sous quelle forme ? Si non, quel modèle politique alternatif conviendrait-il de mettre en place ?

UN SYSTÈME HYBRIDE ET UNIQUE : FIER S D'UN SUCCÈS HISTORIQUE

Lorsque Robert Schuman et Jean Monnet ont cherché à construire un système visant au rapprochement des pays européens, la qualification de ce système les embarrassait peu. Certes, la Déclaration Schuman faisait référence à l'objectif d'une Fédération européenne mais en réalité, la catégorie juridique dans laquelle la CEE allait rentrer importait peu au regard du défi historique que constituait l'urgence d'enraciner une paix durable entre les pays européens. L'essentiel était d'avoir des procédures adaptées, pratiques, qui permettent de construire réellement, concrètement l'Europe. Ainsi, sans nécessairement le chercher, ces Pères fondateurs ont pensé puis fait évoluer des procédures de type « fédératif » : vote à la majorité, répartition des compétences, cour de justice, principes de la primauté et de l'applicabilité directe du droit communautaire, etc.

En même temps, les États sont restés au cœur du système, ce qui confère un caractère hybride à l'Union européenne. La méthode de révision des traités reste purement intergouvernementale, les compétences « d'attribution » sont déléguées par les États, et le Conseil des Ministres occupe un rôle central dans le système institutionnel européen (même si le Parlement européen tend à s'affirmer).

Pour la plupart, d'ailleurs, le débat sur la nature fédérale ou non de l'Union est un faux débat d'une part, et est biaisé d'autre part. Un faux débat parce qu'après tout, ce qui compte c'est la capacité de l'Union à démontrer pourquoi on vit ensemble et pourquoi il est utile de travailler ensemble sur la résolution de problèmes communs. Et à cet égard, à tous les niveaux, depuis 50 ans, l'Union et, avant elle, la CEE ont eu des conséquences pratiques très positives, la meilleure preuve étant le succès des élargissements et ce alors même que l'adhésion à l'UE se fait sur une base de volontariat. L'intégration européenne est d'abord un succès. Un débat biaisé parce que la thématique du fédéralisme est essentiellement brandie par ses détracteurs qui y voient un synonyme de supranationalité et qui la rendent peu à peu tabou, y compris dans les cénacles bruxellois. On oublie trop souvent que ce mot a pour pendant la subsidiarité et le respect de chacun, de chaque composante. La mise en place d'une réelle fédération au niveau européen n'aboutirait pas à un État unitaire, compte tenu de la nécessité de partager les compétences entre différents niveaux de pouvoir.

UNE UNION D'ÉTATS DEVANT RALLIER LES PEUPLES

Si on a besoin d'institutions « fédérales » pour exercer en commun des compétences d'intérêt général européen, certaines politiques ont fondamentalement besoin des États pour s'appliquer (tant au niveau du contrôle de cette application

A UNIQUE, HYBRID SYSTEM: TAKING PRIDE IN A HISTORIC SUCCESS

When Robert Schuman and Jean Monnet set out to build a system to bring European countries together, the description of this system did not bother them too much. It is true that the Schuman Declaration referred to the objective of a European Federation but, in reality, the EU's prospective legal category mattered little compared to the historic challenge represented by the urgent need to establish lasting peace between European countries. The most important thing was to have suitable practical procedures for the real, concrete construction of Europe. Thus, without necessarily aiming for this, the Founding Fathers first devised, then allowed the evolution of "federative"-style procedures: majority votes, distribution of skills, a court of justice, the principles of the primacy and direct applicability of Community law, etc.

At the same time, individual states remained at the heart of the system, endowing the European Union with its hybrid character. The method of revising treaties remains purely intergovernmental, "attribution" powers are delegated by states, and the Council of Ministers plays a central role in the European institutional system (even though the European Parliament tends to assert itself).

One should add that, for the most part, the debate over whether the Union is federal or not is both false and biased. It is a false debate because, in the end, what counts is the Union's ability to demonstrate why we live together and why it is useful to work together to resolve common problems. In this respect, for 50 years the Union – and, previously, the EEC – has had very positive practical consequences at all levels, the best proof of which has been the successful enlargements even though EU membership is conducted on a voluntary basis. European integration is, first and foremost, successful. The debate is biased because the "federalism" theme is mainly brandished by its detractors who see it as a synonym for supranationality, making it increasingly a taboo term, even in the inner sanctums of Brussels. All too often, we forget the other side of this word which embodies the principle of subsidiarity and the respect of each and every constituent. Setting up a real federation at a European level will not lead to a unitary state, given the need to share skills between levels of power.

A UNION OF STATES WITH A DUTY TO RALLY ITS PEOPLES

Though we require "federal" institutions jointly to exercise powers in the general European interest, some policies have a fundamental need for states to apply them (both to control their application and provide the means of implementation). And, in reality, the success of the Union lies mainly in what is done with and by individual states, not against them. Today, the challenge is not to minimise the role of nation states – whose cultures and histories will continue to uphold them as fundamental political frameworks and reference points for their citizens – but to rally people around a European project that, up to now, has largely been managed thanks to the will of individual states.

que des moyens mis en œuvre). Et en réalité, le succès de l'Union réside essentiellement en ce qu'elle s'est faite avec et par les États et non contre eux. Aujourd'hui le défi n'est pas de minimiser le rôle des États-nations dont la culture et l'histoire les maintiendront comme cadre politique de référence fondamental pour les citoyens mais bien de rallier les peuples à un projet européen largement menés par la volonté des États jusqu'à aujourd'hui.

Certains intervenants soulignent à cet égard le paradoxe que constitue le rejet du Traité constitutionnel. Les deux referenda manqués peuvent en effet s'expliquer comme étant une sanction à l'égard d'une construction européenne qui a été essentiellement le fait des États, qui n'ont aucun intérêt à expliquer au peuple le fonctionnement de l'Union et à l'impliquer dans la résolution des problèmes communs. Et, alors que ces mêmes États avaient accepté pour la première fois de partager la prise de décision sur les réformes de l'Union avec les peuples, ces derniers ont - dans deux pays au moins - refusé le compromis obtenu.

Le modèle fédéral sera-t-il le seul susceptible d'orienter la formation d'une véritable Union de citoyens ? Certains intervenants en doutent. Il a fallu trois siècles pour construire « l'État moderne » et il en faudra peut-être autant (en tout cas sûrement des dizaines d'années) pour créer un système politique européen définitivement stable. Une nouvelle catégorie de structure juridique sera alors sûrement née, à côté de laquelle la notion de fédération, que l'on connaît aujourd'hui, paraîtra dépassée. En un mot, on expérimentera, « inventera » sûrement dans les années à venir un nouveau système de fonctionnement, que nous ne connaissons pas à l'heure actuelle.

QUELQUES PROPOSITIONS

Aujourd'hui, l'essentiel est de continuer à avancer et, pour cela, redonner une capacité décisionnelle à l'Union est fondamental. Mais les participants à l'atelier mettent en avant la difficulté croissante pour obtenir une ratification unanime d'un texte européen. C'est pourquoi, deux pistes sont proposées pour essayer de minimiser cette contrainte :

- **associer au maximum les citoyens à la réforme de l'UE. Il faut pour cela démocratiser le jeu des diplomates, quitte à aller encore plus loin que le système de la Convention.**
- **que la ratification soit parlementaire ou référendaire, il est impératif qu'elle ait lieu dorénavant si possible de la même manière et en tout cas le même jour.**

La LUTTE CONTRE L'EXCLUSION : un OBJECTIF européen ?

La pauvreté, les inégalités de revenus et les phénomènes d'exclusion restent une réalité européenne. La Commission évalue notamment à 68 millions le



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Patrick Boulte

PRÉSIDENT D'EAPN-FRANCE (EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK)
PRÉSIDENT OF EAPN-FRANCE (EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK)

*et animé par
and led by*

Nicolas Gros-Verheyde

RÉDACTEUR EN CHEF D'EUROPOLITIQUE ET CORRESPONDANT OUEST FRANCE EN BELGIQUE
EDITOR OF EUROPOLITIQUE AND CORRESPONDENT FOR OUEST FRANCE IN BELGIUM

Avec / With

Massimo Cruciani

MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR D'EAPN-ITALIE
MEMBER OF THE EAPN-ITALY MANAGEMENT COMMITTEE

Bertrand Dufourcq

AMBASADEUR DE FRANCE, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA FONDATION DE FRANCE
FRENCH AMBASSADOR, FORMER PRESIDENT OF THE FONDATION DE FRANCE

Michel Legros

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT POLITIQUES ET INSTITUTIONS À L'ENSP (ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE), MEMBRE DE L'OBSERVATOIRE DE LA PAUVRETÉ, MEMBRE DU GROUPE EUROPÉEN DES EXPERTS NON GOUVERNEMENTAUX SUR LA PAUVRETÉ ET L'INCLUSION SOCIALE
IN CHARGE OF THE POLICIES AND INSTITUTIONS DEPARTMENT AT ENSP (NATIONAL SCHOOL OF PUBLIC HEALTH), MEMBER OF THE NATIONAL OBSERVATORY ON POVERTY AND SOCIAL EXCLUSION, MEMBER OF THE EUROPEAN GROUP OF NON-GOVERNMENTAL EXPERTS ON POVERTY AND SOCIAL INCLUSION

In this respect, some contributors stressed the paradox that the rejection of the Treaty establishing a Constitution for Europe represented. The two failed referendums may be explained as a rejection of a European construction project that was essentially state-based, seeing no point in explaining to the people how the Union functions or involving them in the resolution of common problems. And while these same states had, for the first time, agreed to share decision-making over Union reforms with the people, the latter – in at least two countries – refused the compromise obtained.

Will the federal model be the only one likely to give shape to a genuine Union of citizens? Some contributors had their doubts. It required three centuries to build the “modern state” and it may take just as long (in any case, certainly several decades) to create a European political system of permanent stability. A new class of legal structure will surely then emerge, beside which the notion of federation – as we understand it today – will seem outmoded. In short, we shall surely experiment in the years to come and “invent” a new system of operation which, at the present time, remains unknown.

A FEW PROPOSALS

Today, the most important thing is to continue making headway. To achieve this, it is fundamental to restore the Union’s decision-making capacity. But those taking part in the workshop foregrounded the increasing difficulty of obtaining unanimous ratification for a European draft treaty. For this reason, two paths forward were proposed to attempt to minimise this constraint:

- **Bringing together as many citizens as possible in the cause of EU reform. To achieve this, diplomatic interplay needs to be democratised, even if this means going even further than the Convention system.**
- **Whether ratification is by parliament or referendum, it is henceforth imperative that it take place, if possible, in the same manner and, in any event, on the same day.**

THE STRUGGLE AGAINST EXCLUSION: a european objective?

Poverty, disparities in income and exclusion phenomena remain realities in Europe today. In particular, the Commission estimates that 68 million people are exposed to poverty in the European Union. All European countries are confronted with this problem to different degrees, and today it is their responsibility to face up to it, in accordance with their national traditions and the political choices made by their governments. Can the European Union adapt to such phenomena or should

nombre de personnes exposées à la pauvreté dans l'Union européenne. Tous les pays européens y sont confrontés à des degrés divers, et il leur appartient aujourd'hui d'y faire face conformément à leurs traditions nationales et aux choix politiques opérés par les gouvernements. L'Union européenne peut-elle s'accommoder de tels phénomènes ou doit-elle se donner les moyens de les réduire ? Quels objectifs réalistes pourrait-elle se fixer sur ces sujets ? Quelle méthode devrait-elle utiliser, qui aille au-delà de l'organisation d'échanges d'idées entre États membres ?

EUROPE ET INCLUSION SOCIALE : FIERES DE QUELQUES AVANCÉES

Tenir compte de cette question est déjà une avancée en soi. Cela prouve que les considérations sociales, réaffirmées dans la stratégie de Lisbonne lors de sa révision à mi-parcours, sont désormais bel et bien intégrées dans le processus économique qu'était à l'origine la construction européenne. La stratégie de Lisbonne n'a donc pas comme objectif unique la compétitivité économique de l'Union. Elle part également du principe qu'une Europe plus inclusive est essentielle pour réaliser les objectifs communautaires de croissance économique durable, d'augmentation des emplois de qualité et de renforcement de la cohésion sociale. Le processus européen d'inclusion sociale dans le cadre de la stratégie de Lisbonne repose essentiellement sur la coordination à travers l'adoption de Plans d'Action Nationaux et sur l'implication des acteurs concernés depuis les ONG aux partenaires sociaux en passant par les autorités locales et régionales.

Cette « méthode ouverte de coordination » a eu un certain impact. C'est, par exemple, grâce à l'Union Européenne et à l'échange d'idées et de bonnes pratiques que la législation française a pu être influencée dans son approche de l'exclusion : le critère français de mesure de la pauvreté poussé à 60 % du revenu médian, au lieu de 50 %, ainsi que le mécanisme de compensation financière du handicap sont deux exemples qui démontrent que considérer la problématique de l'exclusion au niveau européen amène à penser différemment le problème au niveau national, au vu de ce qui peut se passer chez nos voisins. De plus, l'Union européenne met l'accent sur certains domaines particuliers tels que l'égalité homme-femme ou le principe de non-discrimination, et agit ainsi comme un déclencheur auprès des États qui doivent alors reconsidérer leur politique en la matière. Cette coordination pousse aussi les États Membres à se mettre d'accord sur des références communes. C'est ainsi, qu'au Conseil européen de Laeken en 2001, ils ont défini un ensemble d'indicateurs communs de la pauvreté.

Le financement communautaire, essentiellement par le biais du Fonds social européen (FSE), joue aussi un rôle dans ce domaine et a permis des avancées concrètes, surtout par le levier de l'emploi. Par exemple, la procédure 10-B du FSE apporte un appui à des microprojets associatifs, permettant la réinsertion grâce à l'octroi d'une subvention et à un accompagnement. Les Plans Locaux

it find the means to reduce them? What realistic objectives can be set for these subjects? What method should the EU use, over and above the exchange of ideas between member states?

EUROPE AND SOCIAL INCLUSION: TAKING PRIDE IN A FEW STEPS FORWARD

The fact of taking this question into account is already a step forward in itself. It proves that social considerations, reasserted by the half-term revision of the Lisbon Strategy, are now well and truly integrated into the economic process that was the driving force of European construction. Economic competitiveness is, therefore, not the sole aim of the Lisbon Strategy. The latter also emerges from the principle that a more inclusive Europe is essential for creating Community objectives of lasting economic growth, increasing the number of quality jobs and strengthening social cohesion. Within the framework of the Lisbon Strategy, the European process of social inclusion is mainly built on coordination through the adoption of National Action Plans and the involvement of all players concerned, from NGOs to unions and management or local and regional authorities.

This "open coordination method" has had a certain impact. For example, it was thanks to the European Union and the exchange of ideas and good practices that the French legislation's approach to exclusion could be influenced: pushing the French criterion for measuring poverty to 60% of median income (instead of 50%) and the financial compensation mechanism for handicap are two examples that illustrate how considering the problem of exclusion at a European level leads to thinking differently about the problem at a national level, in the light of how things are done in neighbouring countries. Furthermore, the European Union stresses certain particular issues, such as equality between men and women or the principle of non-discrimination, thus acting as a trigger mechanism for states who still need to reconsider their policies on these questions. This coordination also pushes member states to seek agreement on common references. Thus, at the 2001 European Council in Laeken, they defined together a set of shared poverty indicators.

Community financing, chiefly through European Social Funds (ESF), also plays a role in this field and has made concrete progress possible, primarily through the lever of employment. For example, ESF Procedure 10-B provides backing for associative micro-projects, enabling reintegration by granting subsidies and support. Local Programmes for Inclusion and Employment (PLIE: Plans Locaux d'Insertion par l'Emploi) endeavour to provide stable employment for people with social or professional problems.

A EUROPEAN POLICY THAT IS STILL TOO PIECEMEAL, WITH THREE MAJOR CHALLENGES

Despite this progress, in comparison with other fields of action the European policy for fighting exclusion is still marginal and piecemeal. The centre of gravity for this social policy may doubtless remain at the national and local levels, but this is not

d'Insertion (PLI) s'attachent à stabiliser sur un emploi des personnes ayant des difficultés sociales et professionnelles.

UNE POLITIQUE EUROPÉENNE ENCORE TROP PARCELLAIRE, TROIS ENJEUX MAJEURS

Malgré ces avancées, en comparaison d'autres champs d'action, la politique européenne de lutte contre l'exclusion reste encore marginale et parcellaire. Si le centre de gravité de cette politique sociale reste sans doute au niveau national et local, cela n'est pas contradictoire avec le fait que la lutte contre l'exclusion doit rester un grand chantier de l'action européenne, qui doit, au-delà des idées, parvenir à « rencontrer le terrain » dans son approche du sujet. Et ce qui semble manquer à l'Union européenne sur le terrain, ce sont des instruments et des structures spécifiquement reconnus comme tels. Des instruments existent au niveau européen mais il faut faire en sorte que les acteurs sociaux les connaissent et s'en saisissent davantage.

Par ailleurs, l'utilité des instruments existants reste limitée. La Stratégie européenne pour l'inclusion, par exemple, est composée de Plans d'Action Nationaux qui peinent à être articulés aux niveaux régional et local, ce qui représente un défi substantiel pour les associations, municipalités et localités en charge de la dépense des fonds européens. Tout partenariat transnational ou interrégional est d'autant plus difficile que les différences institutionnelles entre les États membres empêchent une coordination efficace des projets qui, malgré la coopération, ne peuvent être menés que séparément dans les cadres nationaux respectifs.

Enfin, l'Union européenne devrait encore renforcer son rôle d'impulsion à des actions de prévention de l'exclusion, ainsi qu'à des actions sur le logement et l'emploi auprès des États membres.

QUELQUES PROPOSITIONS POUR RÉPONDRE À CES TROIS ENJEUX

1. LA COMMUNICATION ET LES ACTEURS DE TERRAIN

Un des premiers enjeux pour l'Union européenne est d'atteindre les organisations de terrain et de mieux communiquer sur les instruments existants. Les participants à l'atelier sur l'exclusion proposent notamment :

- **de mieux informer sur les possibilités et modalités d'accès aux Fonds Structurels européens, qui restent obscures et complexes, surtout pour les petites associations.**
- **de soutenir la création d'emplois dans le milieu associatif qui est le plus proche du terrain et permet une approche efficace des politiques d'inclusion sociale.**

2. L'ARTICULATION ENTRE NIVEAUX TRANSNATIONAL, NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL

La coordination des politiques nationales doit s'accompagner d'une volonté de mieux articuler les différents niveaux d'action et de pouvoir. L'atelier suggère dès lors :

at odds with the fact that the struggle against exclusion must remain a major project for European action. Over and above ideas, it must achieve “on-site encounters” in approaching this subject. And what the European Union seems to lack on the ground is instruments and structures that are specifically recognised as such. These instruments exist at a European level but the social actors need to get to know them and understand them better.

Moreover, the usefulness of existing instruments is still limited. The European Inclusion Strategy, for example, is made up of National Action Plans that are struggling for expression at regional and local levels, and they represent a substantial challenge for associations, municipalities and town councils in charge of spending European funds. Transnational and inter-regional partnerships are made more difficult by the fact that institutional differences between member states hinder effective coordination over projects which, despite cooperation, can only be conducted separately within their respective national frameworks.

Lastly, the European Union needs to strengthen further the impetus it gives to actions for the prevention of exclusion actions and, indeed, to actions for housing and employment within member states.

A FEW PROPOSALS TO RESPOND TO THESE THREE CHALLENGES

1. COMMUNICATION AND ON-SITE ACTORS

One of the main challenges for the European Union is to reach out to on-site organisations and provide better communication about existing instruments. The participants in the workshop on exclusion made the following specific proposals:

- **Provide better information about the possibilities and means of accessing European Structural Funds, which remain obscure and complex, above all for small associations.**
- **Support job creation in the associative environment, which is close to the field and enables an effective approach with regard to social inclusion policies.**

2. STRUCTURING BETWEEN TRANSNATIONAL, NATIONAL, REGIONAL AND LOCAL LEVELS

The coordination of national policies should be accompanied by the will to provide improved structuring between the different levels of action and power. Consequently, the workshop suggested:

- **working towards improved national, regional and local structuring at the intra- and inter-state level for National Action Plans.**
- **creating a European status for foundations which, thanks to their financial security, may commit themselves to innovative, long-term projects, to enable them to raise resources at the European level, create partnerships with European countries or third countries and set their action in a larger framework than the merely national.**

- **d'œuvrer à une meilleure articulation nationale, régionale et locale au niveau intra mais aussi interétatique des plans d'Action Nationaux.**
- **de créer un statut européen pour les fondations, qui, grâce à leur sécurité financière, peuvent s'engager sur des projets innovants et de long terme, pour leur permettre de lever des ressources au niveau européen, de créer des partenariats avec des pays européens ou tiers et de situer leur action au-delà du cadre purement national.**

3. LE RÔLE D'INNOVATION ET D'IMPULSION DE L'UNION

L'Union européenne peut jouer un rôle innovateur essentiel en matière de politique de lutte contre l'exclusion qui donne une impulsion aux politiques nationales. Les participants proposent notamment à l'UE :

- **de financer un programme d'aide au « Logement Très Social » à travers le Fonds Social européen.**
- **de faire des indicateurs de pauvreté définis à Laeken un critère de convergence de la politique de cohésion, qui doit désormais répondre aux demandes de bonne pratique de lutte contre la pauvreté émanant des pays entrés lors des derniers élargissements.**

3. THE ROLE OF INNOVATION AND THE IMPETUS FROM THE UNION

The European Union can play a vital innovative role in developing policies to counteract exclusion, thereby providing impetus for national policies. In particular, participants suggested that the EU:

- **finance an aid programme for the so-called “Very Social Housing” via European Social Funds.**
- **use the poverty indicators defined at Laeken as a convergence criterion for the cohesion policy, which should henceforth meet the demands of good practice in the struggle against poverty within those countries that joined Europe in the last enlargement phase.**

SOLIDARITÉ



L'AGRICULTURE EUROPÉENNE : QUEL AVENIR ?

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE A FAIT L'OBJET D'APPRÉCIATIONS TRÈS POSITIVES

Il a été souligné que la PAC avait atteint ses objectifs initiaux, grâce à une forte hausse de la productivité agricole en Europe :

– l'Europe est désormais autosuffisante d'un point de vue alimentaire, ce qui est à la fois positif sur le plan social mais aussi sur le plan politique (moindre dépendance extérieure et donc moindres tensions internationales) ;

– les agriculteurs européens bénéficient en général de bonnes conditions de vie et ont pu profiter d'avancées sociales marquantes, par exemple l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs.

– ces résultats se sont appuyés sur une solidarité financière constante vis-à-vis des agriculteurs, la PAC demeurant le premier poste du budget communautaire : il a à cet égard été souligné que cette importance relative était principalement due au fait que la PAC était l'une des seules politiques vraiment « communes », et qu'une éventuelle renationalisation pourrait engendrer des surcoûts.

La PAC comprend depuis 1999 un « deuxième pilier » consacré au développement rural, et qui permet à l'UE d'accorder une attention particulière à l'environnement, notamment via la conditionnalité des aides agricoles.

La solidarité agricole mise en place par la PAC a enfin été étendue à tous les nouveaux pays membres, y compris les plus récents, dont certains (Pologne et Roumanie) concentrent la majorité des exploitations agricoles de l'UE.

L'ÉVOLUTION DE LA PAC A ÉGALEMENT SUSCITÉ DES CRITIQUES ET DES PROPOSITIONS :

– alors qu'elle a été mise en place à l'ombre du « rideau de fer », la PAC doit désormais se redéfinir dans une économie globalisée, à la fois marquée par l'émergence de grandes puissances agricoles comme le Brésil et par la volonté d'exportation d'autres pays en développement : dans ce contexte, la question de l'autosuffisance alimentaire de l'UE devrait être posée plus clairement, de même que sa capacité à nourrir un monde qui comptera bientôt 9 milliards d'habitants ;

– il a également été souhaité que la PAC fasse plus clairement le pari de la qualité des produits pour mieux satisfaire les consommateurs européens et les différencier de leurs concurrents internationaux ;

Atelier présidé par

Workshop chaired by

Valérie Péan

CHARGÉE DE PUBLICATION

À LA MAISON

AGROBIOSCIENCES

PUBLICATION MANAGER

AT THE HOUSE OF

AGROBIOSCIENCE

et animé par

and led by

Maryline Trassard

JOURNALISTE

JOURNALIST

Avec/ With

Lucien Bourgeois

CONSEILLER DU PRÉSIDENT

DE L'APCA (ASSOCIATION

PERMANENTE DES

CHAMBRES

D'AGRICULTURE)

ADVISER TO THE

PRESIDENT OF THE

APCA (PERMANENT

ASSOCIATION OF

CHAMBERS OF

AGRICULTURE)

Laurent Fischer

MEMBRE DU BUREAU ET

VICE-PRÉSIDENT DES

JEUNES AGRICULTEURS

COMMITTEE MEMBER AND

VICE-PRESIDENT OF

YOUNG FARMERS

François Heyman

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE

LA FGA-CFDT

(FÉDÉRATION GÉNÉRALE

AGROALIMENTAIRE)

GENERAL SECRETARY OF

THE FGA-CFDT

(FÉDÉRATION GÉNÉRALE

AGROALIMENTAIRE)

Stéphane Le Foll

DEPUTÉ EUROPÉEN,

MEMBRE DE LA

COMMISSION

AGRICULTURE ET

DÉVELOPPEMENT RURAL

AU PARLEMENT EUROPÉEN

EUROPEAN MEMBER OF

PARLIAMENT, MEMBER OF

THE AGRICULTURE AND

RURAL DEVELOPMENT

COMMISSION AT THE

EUROPEAN PARLIAMENT

Susanne Nies

CHERCHEUR À L'IRIS

(INSTITUT DES RELATIONS

INTERNATIONALES ET

STRATÉGIQUES)

RESEARCHER AT THE IRIS

(INSTITUTE FOR

INTERNATIONAL

RELATIONS AND

STRATEGIC STUDIES)

EUROPEAN AGRICULTURE: WHAT IS THE FUTURE?

THE COMMON AGRICULTURAL POLICY WAS THE SUBJECT OF VERY POSITIVE ASSESSMENTS

It was emphasised that the CAP had attained its initial objectives, thanks to a sharp rise in agricultural productivity in Europe:

- Europe is now self-sufficient in food, which is positive news from both social and political points of view (less external dependence and, therefore, less international tensions).

- In general, European farmers enjoy good living conditions and have benefited from outstanding social developments, such as setup aid for young farmers.

- These results were supported by constant financial solidarity with farmers, since the CAP is still the top Community budget item: it was stressed that this relative importance was mainly due to the fact that the CAP was one of the only truly “common” policies and that any potential renationalisation could entail additional expenditure.

Since 1999, the CAP has included a “second pillar” devoted to rural development, enabling the EU to pay particular attention to the environment, notably through the conditional nature of agricultural aid.

The agricultural solidarity introduced by the CAP has at last been extended to all new member countries, including the most recent, in some of which (Poland and Romania) the majority of EU farms are concentrated.

THE DEVELOPMENT OF THE CAP ALSO GAVE RISE TO CRITICISMS AND PROPOSALS:

- Though it was set up in the shadow of the “Iron Curtain”, the CAP must now redefine itself in a globalised economy marked by the emergence of major agricultural powers like Brazil and by the drive to export to other developing countries: in this context, the question of the EU’s self-sufficiency in food should be posed more clearly, as well as its ability to feed a world that will soon number nine billion inhabitants.

- The CAP should opt more clearly for quality products for greater consumer satisfaction within Europe and in order to differentiate those products from their international competitors.

- Greater emphasis should also be placed on the environment and on educating farmers. The latter sometimes suffer from being considered “landscape gardeners” whereas they are, above all, producers.

- l'accent mis sur l'environnement doit également être accru, de même que la pédagogie auprès d'agriculteurs qui souffrent parfois d'être considérés comme des « jardiniers du paysage » alors qu'ils sont avant tout des producteurs ;
- l'importance du respect de bonnes conditions de travail agricole a également été évoquée : ce respect pourrait devenir une condition incontournable pour le versement des subventions agricoles européennes, sur le modèle de ce qui existe en matière d'environnement.

La POLITIQUE DE COHÉSION : PILIER DE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ?

LA « POLITIQUE DE COHÉSION » APPARAÎT COMME PARTICULIÈREMENT SYMBOLIQUE DE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE :

- simplement mentionnée dans le Traité de Rome et ayant pris son essor dans les années soixante-dix, la politique régionale, puis de cohésion, a donné lieu à des transferts financiers ayant fortement bénéficié à des territoires européens : au niveau local, l'exemple du Valenciennois a été souvent cité ; au niveau national, celui de l'Irlande. S'il est rappelé que cet apport financier n'est pas le seul facteur expliquant le développement économique des territoires concernés, sa contribution décisive a cependant été soulignée, par exemple en matière d'infrastructures ;
- il a été indiqué que cette solidarité financière européenne avait également un impact politique : elle a permis de mettre en œuvre des projets communs qui ont rapproché les territoires sur le plan transfrontalier (projets de coopération voire « districts » transfrontaliers), mais aussi sur le plan interne (exemple de l'Irlande) ;
- il est notable que cette solidarité financière européenne bénéficie également aux 12 nouveaux pays membres de l'UE, dont le niveau de développement est inférieur à la moyenne communautaire et qui recevront plus de la moitié des financements de l'UE au titre de la cohésion : la baisse des financements accordés aux autres pays membres, dont la France, a à cet égard été considérée comme l'expression normale d'un effort de solidarité européenne.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE COHÉSION POURRAIT ÊTRE AMÉLIORÉE SUR PLUSIEURS POINTS :

- l'information relative aux efforts européens de cohésion doit être renforcée : ce renforcement passe par la mise en place systématique de panneaux signalant les financements communautaires ainsi que par des actions de communication plus efficaces ; il peut également bénéficier de la création d'un impôt européen, dont les citoyens seraient davantage enclins à suivre l'utilisation ;



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

François Zaragoza
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AFCCRE (ASSOCIATION
FRANÇAISE DU CONSEIL
DES COMMUNES ET DES
RÉGIONS D'EUROPE)
DIRECTOR GENERAL OF
AFCCRE (FRENCH
ASSOCIATION OF THE
COUNCIL OF THE
COMMUNES AND REGIONS
OF EUROPE)

Avec / With

Laura Dagg
CHARGÉE DE RECHERCHE
POUR FONDAPOL
(FONDATION POUR
L'INNOVATION POLITIQUE)
IN CHARGE OF RESEARCH
AT FONDAPOL
(FOUNDATION FOR
POLITICAL INNOVATION)

**Marc-Philippe
Daubresse**
DÉPUTÉ, ANCIEN
MINISTRE DÉLÉGUÉ AU
LOGEMENT ET À LA VILLE
MP, FORMER MINISTER OF
STATE FOR HOUSING AND
TOWNS

Claude du Granrut
CONSEILLÈRE RÉGIONALE
DE PICARDIE, MEMBRE DU
COMITÉ DES RÉGIONS
REGIONAL ADVISER FOR
PICARDY, MEMBER OF THE
COMMITTEE OF THE
REGIONS

Laurianne Schlaeppi
DIRECTRICE DE L'ESPACE
INTERRÉGIONAL
EUROPÉEN
BRETAGNE/PAYS-DE-LA
LOIRE/POITOU-CHARENTES
DIRECTOR OF THE ESPACE
INTER-REGIONAL
EUROPEAN SPACE
BRITTANY / PAYS DE LA
LOIRE / POITOU-CHARENTES

– The importance of respecting good agricultural working conditions was also mentioned: this respect could become an essential condition for receiving European agricultural subsidies, on the model of existing environmental practice.

THE POLICY OF COHESION: a PILLAR OF EUROPEAN SOLIDARITY?

THE “COHESION POLICY” SEEMS TO BE PARTICULARLY SYMBOLIC OF EUROPEAN SOLIDARITY:

- Regional policy (then cohesion) was simply mentioned in the Treaty of Rome before developing rapidly in the 1970s and giving rise to financial transfers that strongly benefited European regions: at a local level, the example of the Valenciennes region has often been cited; at a national level, that of Ireland. Though it should be borne in mind that this financial aid is not the only factor behind the economic development of the regions concerned, its decisive contribution has nevertheless been emphasised, for instance to infrastructure.
- It was stressed that this European financial solidarity has also had a political impact: it has enabled the implementation of common projects that have brought regions together at a cross-border level (cooperation projects and, indeed, cross-border “districts”) and internally (e.g. Ireland).
- It is worth noting that European financial solidarity also benefits the EU’s 12 new member countries, whose level of development is lower than the Community average and who receive more than half the Community financing for cohesion: in this respect, the drop in financing granted to other member countries, including France, was considered to be a normal expression of the drive towards European solidarity.

THE IMPLEMENTATION OF THE EUROPEAN COHESION POLICY COULD BE IMPROVED ON A NUMBER OF POINTS:

- Information relating to the drive for European cohesion should be reinforced: this reinforcement should involve systematically putting up information signs about Community financing as well as more effective communication operations; it could also benefit from the creation of a European tax, such that citizens would be more inclined to monitor the use to which it was put.
- The allocation procedures for Community funds should be simplified and help in setting up projects reinforced (the deployment of new Community programmes along these lines was considered apposite).
- The implementation of the cohesion policy should also be entrusted to its direct beneficiaries, namely local authorities and associations: this presupposes

- les procédures d'attribution des fonds communautaires doivent être simplifiées, et l'assistance au montage de projets renforcée (la mise en place de nouveaux programmes communautaires allant en ce sens est jugée bienvenue) ;
- la mise en œuvre de la politique de cohésion doit aussi être confiée à ses bénéficiaires directs, c'est-à-dire aux collectivités locales et aux associations : cela suppose une décentralisation des pouvoirs de décision, qui est déjà pratiquée dans certains pays de l'UE ;
- la politique européenne de cohésion pourrait enfin se concentrer davantage sur certaines cibles : les régions périphériques et les villes ont été les exemples les plus cités.

La SOLIDARITÉ PAR L'euro, une réalité ?

LA CRÉATION DE L'EURO APPARAÎT COMME UN MOTIF DE FIERTÉ À PLUSIEURS TITRES :

- elle est tout d'abord un symbole d'unité majeur et palpable pour les citoyens de tous les pays qui ont adopté l'euro - et dont le nombre est appelé à grandir au cours des prochaines années ;
- elle a permis d'interrompre le cycle des dévaluations compétitives et agressives entre les pays qui y ont participé, tout en rétablissant une forme d'égalité entre eux dans la gestion de leur monnaie : c'est également à ce titre qu'elle témoigne d'une démarche emprunte de solidarité ;
- la création de l'euro a également eu des vertus économiques : elle a approfondi la dynamique du marché unique, permit la baisse du coût des financements bancaires et contribué à la création de plusieurs millions d'emploi ; elle a également favorisé la mise en place d'instruments rendant plus efficace la lutte contre les abus de marché et le blanchiment d'argent ;
- la création de l'euro a été assortie de la mise en place du Pacte de stabilité et de croissance, qui prescrit les déficits et dettes excessifs, et qui s'apparente à ce titre à un véritable « pacte de solidarité entre les générations » ;
- la création de l'euro permet enfin l'affirmation de l'Europe au niveau mondial, puisqu'il représente déjà un tiers des transactions financières internationales.

LA GESTION DE L'EURO SUSCITE DES CRITIQUES ET DES PROPOSITIONS, SUR LES PLANS INTERNE ET EXTERNE :

- il apparaît souhaitable que la gestion de la zone euro soit orientée vers la maîtrise de l'inflation et des déficits, mais aussi vers un soutien plus direct de la croissance et à l'emploi : les statuts de la BCE devraient être adaptés en conséquence ;
- il a d'autre part été souhaité que les pays ayant adopté l'euro se concertent davantage pour peser sur son taux de change, et qu'ils tirent mieux parti de la puissance financière de l'euro (par exemple en mettant leurs droits de vote en commun au FMI, y compris dans la perspective d'un transfert de son siège en Europe).



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Olivier Oger

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU
GROUPE EDHEC (ÉCOLE DE
COMMERCE)
DIRECTOR GENERAL OF
THE EDHEC GROUP
(BUSINESS SCHOOL)

*et animé par
and led by*

Nicolas Veron

EN CHARGE DU
DÉVELOPPEMENT POUR
BRUEGEL
IN CHARGE OF
DEVELOPMENT FOR
BRUEGEL

Avec/ With

Sophie Javary

ASSOCIÉE GÉRANTE DE
ABN-AMRO-ROTSCHCHILD
ASSOCIATE MANAGER OF
ABN-AMRO-ROTSCHCHILD

Mario Monti

ANCIEN COMMISSAIRE
EUROPÉEN À LA
CONCURRENCE, PRÉSIDENT
DE L'UNIVERSITÉ BOCCONI
À MILAN ET DE BRUEGEL
FORMER EUROPEAN
COMMISSIONER FOR
COMPETITION, PRESIDENT
OF THE UNIVERSITY OF
BOCCONI IN MILAN AND OF
BRUEGEL

the decentralisation of decision-making powers, as is already practised in certain EU countries.

– Lastly, the European cohesion policy could concentrate more on certain targets: outlying regions and towns were the examples most often cited.

SOLIDARITY THROUGH THE euro: IS THIS a REALITY?

THE CREATION OF THE EURO SEEMS TO BE A REASON FOR PRIDE ON SEVERAL COUNTS:

– First of all, it is a major, palpable symbol of unity for citizens in all the countries that have adopted the euro – and the number of which is due to increase over the coming years.

– It made it possible to put a stop to the cycle of competitive, aggressive devaluations between the countries that participated to it while, at the same time, re-establishing a form of equality between them in currency management: on this account, it also provides evidence of solidarity.

– The creation of the euro also has economic virtues: it has increased the dynamics of the single market, enabling a drop in the cost of bank financing and contributing to the creation of several million jobs; it has also promoted the deployment of instruments to fight more effectively against market abuses and money laundering.

– The creation of the euro was accompanied with the introduction of the Stability and Growth Pact which lays down deficits and excessive debts and, as such, comes close to being a genuine “solidarity pact between generations”.

– Lastly, the creation of the euro has made it possible for Europe to assert itself at a world level, since it already represents a third of international financial transactions.

THE MANAGEMENT OF THE EURO, BOTH INTERNALLY AND EXTERNALLY, GAVE RISE TO CRITICISMS AND PROPOSALS:

– It was deemed desirable for the management of the euro zone to focus on controlling inflation and deficits, but also to provide more direct support for growth and employment: the statutes of the European Central Bank should be adapted accordingly.

– Furthermore, countries that have adopted the euro should consult each other more in order to influence its exchange rate, and they should put the euro’s financial strength to better use (e.g. by sharing their voting rights at the International Monetary Fund, also with the prospect of its head office being transferred to Europe).

LE DIALOGUE SOCIAL, PORTEUR DE SOLIDARITÉS ?

LE DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN A ÉTÉ DOUBLEMENT SALUÉ :

– il a été souligné que le dialogue social interprofessionnel tripartite est présent depuis les débuts de la construction européenne, et qu'il a été approfondi dans les années quatre-vingt, puis à l'occasion du Traité d'Amsterdam : cette concertation permet aux partenaires sociaux de dialoguer entre eux et avec les institutions communautaires afin de peser sur les orientations économiques et sociales de l'UE ;
– le dialogue social au sein des entreprises européennes a été favorisé par la mise en place des « comités d'entreprises » européens, dont le nombre progresse sans cesse – il a par exemple été signalé qu'Arcelor venait d'en créer un.

L'AMÉLIORATION DU DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN PARAÎT CEPENDANT SOUHAITABLE ET PASSE PAR :

– de nouvelles avancées juridiques en matière d'Europe sociale : c'est parce que l'UE sera capable de lancer de nouvelles initiatives (directives, etc.) que les partenaires sociaux pourront engager un dialogue à la fois concret et dynamique ;
– le renforcement des pouvoirs des comités d'entreprises européens, dont l'expression est parfois trop peu prise en compte ;
– le rapprochement des visions et des cultures des salariés européens, qui demeurent pour l'heure très ancrées dans des logiques nationales (l'exemple d'Airbus a été cité) : ce rapprochement serait favorisé par le développement de la mobilité des travailleurs au sein des entreprises européennes ainsi que, en amont, par le renforcement des échanges étudiants.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Joël Roman
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
« SAUVONS L'EUROPE »
GENERAL SECRETARY OF
SAUVONS L'EUROPE (SAVE
EUROPE)

*et animé par
and led by*

Thierry Pech
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE DES
IDÉES
GENERAL SECRETARY
OF LA RÉPUBLIQUE DES
IDÉES (REPUBLIC OF
IDEAS)

Avec/With

Bernard Brunhes
VICE-PRÉSIDENT DU
GROUPE BPI, FONDATEUR
DE BERNARD BRUNHES
CONSULTANTS
VICE-PRESIDENT OF THE
BPI GROUP, FOUNDER OF
BERNARD BRUNHES
CONSULTANTS

Julie Coudry
PRÉSIDENTE DE
LA CONFÉDÉRATION
ÉTUDIANTE
PRESIDENT OF STUDENT
CONFEDERATION

Michel Dollé
RAPPORTEUR GÉNÉRAL
DU CERC (CONSEIL DE
L'EMPLOI, DES REVENUS
ET DE LA COHÉSION
SOCIALE)
GENERAL RAPPORTEUR OF
THE CERC (COUNCIL FOR
EMPLOYMENT, INCOME
AND SOCIAL COHESION)

Marcel Grignard
SECRÉTAIRE NATIONAL
DE LA CFDT
(CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE
DÉMOCRATIQUE
DU TRAVAIL)
NATIONAL SECRETARY OF
THE CFDT (FRENCH
DEMOCRATIC
CONFEDERATION OF
LABOUR)

SOCIAL DIALOGUE: BRINGING ABOUT SOLIDARITY?

EUROPEAN SOCIAL DIALOGUE WAS PRAISED ON TWO ACCOUNTS:

– It was emphasised that tripartite interprofessional social dialogue has been present since the early days of European construction and was extended in the 1980s and on the occasion of the Treaty of Amsterdam: this exchange of views enables unions and management to enter into dialogue with each other and with Community institutions in order to influence economic and social trends in the EU.

– Social dialogue within European companies has been encouraged by the setting up of European “workers’ councils”, the number of which is constantly growing: it has, for example, been reported that Arcelor has just created one.

NEVERTHELESS, EUROPEAN SOCIAL DIALOGUE SHOULD BE IMPROVED, AND THIS INVOLVES:

– New legal steps for social Europe: because Europe will be capable of launching new initiatives (directives, etc.), unions and management will be able to enter into a dialogue that is both concrete and dynamic.

– Strengthening the powers of European workers’ councils whose views are sometimes not sufficiently taken into account.

– Bringing together the visions and cultures of European employees who, for the moment, remain firmly anchored in national practices (the example of Airbus was cited): this rapprochement would be helped by developing worker mobility within European companies and – upstream – by reinforcing student exchange schemes.

DIVERSITÉ

DIVERSITY

La DIVERSITÉ CULTURELLE : UNE RICHESSE POUR L'UNION ?

« Si c'était à refaire, je commencerais par la culture » : cette formule prêtée à Jean Monnet témoigne de la persistance des identités culturelles nationales, qui font partie de la richesse de l'Union européenne. Peut-on cependant parler d'une culture européenne qui dépasserait le cadre national ? Et que veut dire le concept de « diversité culturelle » ? L'influence européenne ne passe-t-elle pas par une promotion plus active de sa culture ? Cette promotion est-elle bien assurée par les actuels mécanismes de soutien communautaire (par exemple en matière audiovisuelle) ? Faut-il s'inspirer du modèle américain, davantage basé sur le dynamisme des « industries culturelles » que sur le volontarisme étatique (exemple du projet de bibliothèque numérique européenne) ?

FIERS DE L'EUROPE, VIVIER DE CRÉATIONS ET FONDÉE SUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Le débat sur l'existence ou non d'une « culture européenne » étant sans fin, les participants à l'atelier sur la diversité culturelle se sont gardés de s'y arrêter trop longuement. Cette notion a certainement un sens historique, en particulier au XVI^e, à la période humaniste, et pendant les Lumières. Depuis le XIX^e, il est courant que l'Europe soit assimilée à l'Occident et qu'on parle plutôt de culture occidentale. Mais si la culture a pour but de donner un horizon commun à une civilisation, le niveau européen a peut-être plus que jamais une signification. Au-delà de ce débat sur l'unité culturelle de l'Europe, il y a surtout deux éléments qui suscitent la fierté des participants.

Tout d'abord que l'Union européenne reste un des premiers viviers de création, tant en volume qu'en diversité. Son patrimoine, sa création et ses échanges artistiques sont une vraie source de fierté. Et à cet égard, l'intégration européenne n'a aucune intention d'uniformiser ce domaine de la création culturelle. Au contraire, la préservation et la promotion de la diversité culturelle sont un des principes fondateurs de l'Union européenne. Il figure dans les Traités (article 151) ainsi que dans la Charte des droits fondamentaux (article 22). Plus qu'une contrainte, la diversité culturelle est perçue en Europe comme une richesse.

Cette richesse, l'Union cherche à la préserver et à la faire fructifier à l'intérieur de ses frontières mais elle est aussi un guide dans ses relations avec le reste du monde.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*
Alain L'Homme
PRÉSIDENT DE PHILOLILLE
PRESIDENT OF PHILOLILLE

*et animé par
and led by*
Frédéric Martel
JOURNALISTE A
FRANCE CULTURE
JOURNALIST AT
FRANCE CULTURE
Avec/With

**Laurent Burin
des Rosiers**
COMMISSAIRE GÉNÉRAL
DE LA SAISON
CULTURELLE
EUROPÉENNE (2008)
GENERAL COMMISSIONER
OF THE EUROPEAN
CULTURAL SEASON (2008)

Cécile Despringre
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE
LA FERA (FÉDÉRATION
EUROPÉENNE DES
RÉALISATEURS DE
L'AUDIOVISUEL)
CHIEF REPRESENTATIVE
OF THE FERA (EUROPEAN
FEDERATION OF
AUDIOVISUAL DIRECTORS)

Aziz Ridouan
PRÉSIDENT DE
L'ASSOCIATION DES
AUDIONAUTES
PRESIDENT OF THE
ASSOCIATION DES
AUDIONAUTES
(ASSOCIATION OF
AUDIONAUTS)

Fabrice Quinet
PRÉSIDENT DES JEUNES
LIBÉRAUX FRANCOPHONES
DE BELGIQUE
PRESIDENT OF JEUNES
LIBÉRAUX FRANCOPHONES
DE BELGIQUE

CULTURAL DIVERSITY: a RICH ASSET FOR THE UNION?

“If it had to be done all over again, I’d start with culture”: this phrase, attributed to Jean Monnet, bears witness to the persistence of national cultural identities, which are part and parcel of the richness of the European Union. However, is it possible to talk about a European culture that goes beyond national boundaries? What does the concept of “cultural diversity” mean? Shouldn’t European influence involve more active promotion of its culture? Is this promotion carried out effectively by the current mechanisms of Community support (e.g. in the audiovisual realm)? Should we draw inspiration from the American model that is based more on the dynamism of “cultural industries” than on state initiatives (e.g. the European digital library project)?

PROUD OF EUROPE: A CREATIVE BREEDING GROUND, FOUNDED ON CULTURAL DIVERSITY

The debate about whether or not there exists a “European culture” is endless. For this reason, the participants in the workshop on cultural diversity were careful not to spend too much time on the subject. The notion certainly has a historical sense, particularly in reference to the 16th century, the humanist period and the Age of the Enlightenment. Since the 19th century, it has been common practice to put Europe into the same category as “the West”, and to talk about “Western” culture. But if the aim of culture is to grant a civilisation a common horizon, perhaps the European level now has greater significance than ever. Over and above the debate about Europe’s cultural unity, there were two points on which participants were proud.

Firstly, the European Union is still one of the main breeding grounds for creation, both in terms of volume and diversity. Its heritage, creations and artistic exchanges are a genuine source of pride. And, in this respect, European integration has no intention of standardising the field of cultural creation. On the contrary, the preservation and promotion of cultural diversity is one of the founding principles of the European Union. It features in the Treaties (Article 151) and in the Charter of Fundamental Rights (Article 22). In Europe, cultural diversity is perceived more as a rich resource than as a constraint.

The Union seeks to preserve this richness and help it bear fruit within EU borders, but it also serves to guide cultural relations with the rest of the world. In this respect, the notion of cultural diversity has established itself as a crucial subject of debate in numerous international areas, in particular as one of the dimensions of sustainable development. It strikes a particular chord in the context of cultural – and especially audiovisual – trade negotiations, since it is on the basis of the cultural diversity objective that member states agreed to defend a common position at the WTO, upholding the idea that culture (including

À cet égard, la notion de diversité culturelle s'est imposée comme un sujet de débat primordial dans de nombreuses enceintes internationales, notamment comme une des dimensions du développement durable. Elle a eu une résonance particulière dans le cadre des négociations commerciales en matière culturelle mais surtout audiovisuelle, puisque c'est sur base de l'objectif de diversité culturelle que les États membres se sont mis d'accord pour défendre une position commune à l'OMC promouvant l'idée que la culture, y compris les services audiovisuels, véhicule des valeurs à prendre en compte au-delà des exigences commerciales.

Une avancée historique a récemment eu lieu dans la défense de la diversité culturelle sur la scène internationale. La Conférence générale de l'Unesco a adopté en octobre 2005 une Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'UE a joué un rôle majeur dans sa négociation, et la Communauté européenne a ratifié le texte en décembre 2006 aux côtés de 13 de ses États membres. Cette Convention prévoit la protection et la promotion de la diversité culturelle, les droits et libertés pour les États de développer des politiques culturelles, la responsabilité des États d'aider les autres pays à soutenir leur culture. En consacrant un accord sur une série de principes directeurs liés à la diversité culturelle, le texte est un pas important vers une meilleure gouvernance mondiale dans ce domaine.

LA DIVERSITÉ CULTURELLE, UNE VALEUR ET UNE IDENTITÉ À DÉFENDRE.

La devise que l'Union européenne a adoptée « Unis dans la diversité » fait de l'idée de diversité culturelle, plus qu'une valeur, une véritable identité pour les citoyens européens. L'enjeu de sa préservation et de sa promotion en Europe comme sur la scène internationale est donc de taille. Une étape significative a été franchie avec l'adoption de la convention de l'UNESCO qui a été signée par de nombreux pays. Mais il reste aujourd'hui à la faire mieux connaître et à la mettre en application afin qu'elle ne reste pas lettre morte. Jusqu'à présent, les efforts faits par l'UE pour relayer cette conception de la diversité culturelle sur la scène internationale restent mal connus et insuffisants. C'est pourquoi les participants à l'atelier sur la diversité culturelle proposent à l'UE :

- **de faire de la diversité culturelle une force dans les négociations internationales.**
- **de donner plus de visibilité à la Convention de l'Unesco sur la diversité culturelle et au rôle majeur qu'a joué l'UE dans sa préparation et de la faire vivre au niveau international en lui donnant le poids politique et le statut (la culture doit notamment garder une place à part dans les négociations commerciales) qu'elle mérite.**

audiovisual services) conveys values that need to be taken into account over and above commercial requirements.

Recently, a historic step forward was taken in the defence of cultural diversity on the international stage. In October 2005, the General Conference of UNESCO adopted a Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions. The EU played a major role in negotiating this Convention, and the European Community ratified the text in December 2006 with 13 of its member states. This Convention makes provision for the protection and promotion of cultural diversity, the rights and freedoms of states to develop cultural policies and the responsibility of states to help other countries sustain their culture. By devoting an agreement to a series of guiding principles, the Convention marks an important step towards improved worldwide governance in this domain.

CULTURAL DIVERSITY: A VALUE AND AN IDENTITY TO DEFEND

The motto adopted by the European Union - "In Varietate Concordia" ("United in Diversity") - makes cultural diversity more than a value, but a genuine source of identity for European citizens. The challenge of preserving and promoting it within Europe and on the international scene is therefore considerable. An important milestone was passed with the adoption of the UNESCO Convention which was signed by many countries. However, it still needs to be brought to greater attention and applied so that it does not go unheeded. Up to now, the efforts made by the EU to pass this conception of cultural diversity on to the international stage have been insufficient and not widely known. For this reason, the participants in the cultural diversity workshop proposed that the EU:

- **make cultural diversity a real force in international negotiations.**
- **give greater visibility to the UNESCO Convention on cultural diversity and to the major role that the EU has played in preparing and supporting it at an international level by investing it with the political weight and status that it deserves (in particular, culture should play a separate role in trade negotiations).**

Démocratie



UNE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE à réinventer ?

L'Union européenne a inventé un cadre politique qui a réussi à faire vivre la démocratie au-delà des frontières nationales. Ceci n'est pas sans poser des problèmes conceptuels, tant pour les philosophes politiques que pour les citoyens, qui ont précisément du mal à penser la démocratie en dehors du cadre national – d'où la dénonciation récurrente du « déficit démocratique » de l'UE, qui doit être débattue. Au bout d'un demi-siècle d'intégration européenne, quelle analyse faire des forces et des faiblesses de la démocratie européenne ? Comment la renforcer, voire dans certains cas, la réinventer ?

FIERS DE L'HÉRITAGE HISTORIQUE

L'Europe est le berceau de la démocratie. Les participants à cet atelier se disent fiers de leurs racines, de leur histoire européenne qui leur a légué les deux grands concepts que sont la démocratie représentative et la démocratie participative. Depuis deux siècles environ, la démocratie représentative est fondée sur l'élection de représentants, qui constituent un parlement, lequel désigne un gouvernement dont la politique respecte le souhait des citoyens. La démocratie participative renvoie au fonctionnement d'Athènes à l'origine, quand les citoyens se réunissaient pour définir la politique. Elle peut fonctionner aujourd'hui dans l'Union européenne car le niveau d'éducation des citoyens est généralement bon et les nouvelles technologies permettent l'échange et la diffusion des informations, le débat sur les choix politiques. Démocraties représentative et participative sont, sans doute plus que jamais, complémentaires.

LES FAIBLESSES DÉMOCRATIQUES DE L'UE

Ce sont donc ces deux formes de démocraties qu'il conviendrait de renforcer au niveau européen. L'Europe a créé un niveau politique nouveau dans lequel les peuples européens, malgré des imperfections, sont représentés et contrôlent leurs gouvernants, tout en garantissant le maintien des particularités nationales. Pour autant, les discussions récurrentes sur le « déficit démocratique » de l'Union européenne ne sont pas infondées, et ont un retentissement particulier depuis le double « non » au Traité constitutionnel européen. Une partie du problème réside du côté des responsables politiques et des institutions. Lorsqu'ils développent un discours négatif sur Bruxelles dans le but de satisfaire leurs intérêts sur la scène nationale,

*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Vincent Schachter
PRÉSIDENT DU GROUPE
DES BELLES FEUILLES
PRESIDENT OF THE
BELLES FEUILLES GROUP

*et animé par
and led by*

Alexandre Heully
DIRECTEUR DES
RELATIONS PUBLIQUES DE
CAFÉ BABEL
Avec/ With

Stephen Boucher
CO-SECÉTAIRE GÉNÉRAL
DE NOTRE EUROPE
CO-GENERAL SECRETARY
OF NOTRE EUROPE

Stéphane Carrara
MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE
COORDINATION DE
EUROPEAN CITIZEN
INITIATIVE, EN CHARGE DE
LA CAMPAGNE MÉDIAS ET
DES RELATIONS PRESSE
MEMBER OF THE
EUROPEAN CITIZEN
INITIATIVE COORDINATION
TEAM, IN CHARGE OF
MEDIA CAMPAIGNS AND
PRESS RELATIONS

Manfred Ertl
MEMBRE FONDATEUR
D'EUROPE CITOYENNE
FOUNDING MEMBER OF
EUROPE CITOYENNE

Elvire Fabry
DIRECTEUR EUROPE DE
LA FONDAPOL (FONDATION
POUR L'INNOVATION
POLITIQUE)
DIRECTOR (EUROPE) OF
FONDAPOL (FOUNDATION
FOR POLITICAL
INNOVATION)

**Arlette
Heymann-Doat**
PROFESSEUR ÉMÉRITE DE
DROIT PUBLIC, MEMBRE
DE CAFÉCS (CARREFOUR
POUR UNE EUROPE
CIVIQUE ET SOCIALE)
EMERITUS PROFESSOR IN
PUBLIC LAW, MEMBER OF
CAFÉCS (CARREFOUR
POUR UNE EUROPE
CIVIQUE ET SOCIALE)

Jean-Marc Roirant
PRÉSIDENT DU CIDEM
(ASSOCIATION POUR LE
CIVISME ET LA
DÉMOCRATIE)
PRESIDENT OF CIDEM
(ASSOCIATION FOR
CIVICISM AND
DEMOCRACY)

THE REINVENTION OF EUROPEAN DEMOCRACY?

The European Union has invented a political framework that has succeeded in sustaining democracy beyond national borders. This has not occurred without posing conceptual problems for both political philosophers and citizens, who find it difficult to conceive of democracy outside the national framework—hence the recurrent denunciation of the EU's "democratic deficit", which has still to be discussed. After half a century of European integration, what analysis can be made of the strengths and weaknesses of European democracy? How can it be strengthened or, in certain cases, reinvented?

TAKING PRIDE IN THE HISTORICAL LEGACY

Europe is the cradle of democracy. The participants in this workshop said they were proud of their roots and their European history which had handed down to them the two major concepts of representative democracy and participatory democracy. For about two centuries, representative democracy has been based on the election of representatives who constitute a parliament. The latter designates a government whose politics respect the citizens' wishes. The origins of participatory democracy go back to the government of Athens, when citizens gathered together to define their politics. It can function today in the European Union because the citizenry's level of education is generally high and new technologies enable the exchange and distribution of information and debate on political choices. Representative and participatory democracies are doubtless more than ever complementary.

THE DEMOCRATIC WEAKNESSES OF THE EU

It is, then, these two forms of democracy that should be strengthened at the European level. Europe has created a new political level on which, despite imperfections, European people are represented and control those who govern them, while guaranteeing the preservation of national particularities. For all that, the recurrent discussions of the EU's "democratic deficit" are not unfounded and have created a particular stir since the double "No" vote to the Treaty establishing a Constitution for Europe. Part of the problem lies with political leaders and institutions. When they make negative speeches about Brussels with a view to satisfying their own interests on the national scene—and also fail to present citizens

mais aussi en ne présentant pas de programme clair aux citoyens avant les élections européennes, les hommes et femmes politiques contribuent au déficit de démocratie. Quant aux institutions, le poids du Parlement européen est certes en hausse mais il reste insuffisant. L'autre pan du déficit est celui de la faible implication des citoyens à la vie politique de l'Europe, par ailleurs peu relayée par les médias.

TROIS GRANDS AXES DE RÉFLEXION

Trois grandes questions sont ressorties des débats et pourraient constituer la charpente de toute réflexion sur l'avenir de la démocratie européenne :

1. COMMENT RENFORCER LES DEUX FORMES DE DÉMOCRATIE (REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE) ET S'ASSURER DE LEUR MEILLEURE COMPLÉMENTARITÉ ?

Comment améliorer le lien entre les citoyens européens et leurs représentants ?

Comment augmenter l'intérêt des citoyens pour le Parlement européen ?

La démocratie participative peut-elle vraiment être efficace ? Quelles formes lui donner concrètement ? Comment éviter le risque d'instrumentalisation des citoyens ?

2. COMMENT AMÉLIORER LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE PAR L'INCLUSION DES CORPS INTERMÉDIAIRES ?

Quel statut pour les corps intermédiaires et la société civile au niveau européen ?

Comment s'assurer de leur représentativité ?

Comment établir un dialogue civil dynamique ?

3. COMMENT DÉVELOPPER L'ESPACE PUBLIC EUROPÉEN ?

Comment intéresser et impliquer les citoyens à la vie politique de l'Europe ?

Comment favoriser les échanges entre citoyens des différents États membres ?

Quel rôle pour la politique culturelle, l'éducation et les médias ?

QUELQUES PROPOSITIONS

Selon les trois axes de réflexion exposés ci-dessus, voici les propositions qui sont ressorties des débats :

1. RENFORCEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET PARTICIPATION DU CITOYEN

Il ne s'agit pas de défaire ce qui existe mais de renforcer encore le rôle du Parlement européen. Deux pistes sont prioritaires pour les participants :

- **créer un vrai choix politique entre différentes alternatives au niveau européen en liant la composition de la Commission aux résultats des élections européennes.**
- **œuvrer pour une « européenisation » des partis politiques nationaux, notamment par le biais de listes et de programmes transnationaux aux élections européennes.**

Le sentiment de « possession », d'appartenance à un projet collectif, est au cœur du sentiment démocratique. Or les citoyens européens se sentent trop souvent « déposés » de la construction européenne. Les participants ont notamment proposé :

with a clear programme before the European elections – politicians themselves contribute to the democratic deficit. As for institutions, the influence of the European Parliament is certainly increasing, but it is still inadequate. The other side of the deficit is the low level of citizen involvement in European political life which, moreover, is given sparse attention in the media.

THREE MAJOR THEMES FOR CONSIDERATION

Three major questions emerged from the debates that could constitute a framework for further consideration of the future of European democracy:

1. HOW TO STRENGTHEN THE TWO FORMS OF DEMOCRACY (REPRESENTATIVE AND PARTICIPATORY) AND ENSURE THAT THEIR COMPLEMENTARY NATURE IS IMPROVED?

How can we improve the link between European citizens and their representatives? How can citizens be encouraged to take a greater interest in the European Parliament? Can participatory democracy really be effective? In concrete terms, what forms should it be given? How can we avoid the risk of exploiting citizens?

2. HOW TO IMPROVE EUROPEAN DEMOCRACY THROUGH THE INCLUSION OF INTERMEDIATE BODIES?

What status should the intermediate bodies and civil society be given at a European level? How can we make sure that they are representative? How to establish a dynamic civil dialogue?

3. HOW TO DEVELOP THE EUROPEAN PUBLIC SPACE?

How to interest and involve citizens in Europe's political life? How to promote exchanges between citizens from different member states? What role for cultural policy, education and the media?

A FEW PROPOSALS

For the three major themes for consideration set out above, the following proposals emerged from the debates:

1. STRENGTHENING THE EUROPEAN PARLIAMENT AND CITIZEN PARTICIPATION

This does not mean undoing what already exists but further strengthening the role of the European Parliament. The participants considered that there were two priority avenues to explore:

- creating a genuine political choice between different alternatives at the European level by linking the formation of the Commission to the results of European elections.
- working to “Europeanise” national political parties, particularly by means of transnational lists and programmes for the European elections.

- **d'établir le droit d'initiative citoyenne qui était prévu dans la Constitution (avec un million de signatures provenant de différents États membres).**
- **de réfléchir à de nouveaux outils permettant de refaire vivre une agora citoyenne européenne voire transnationale comme les sondages délibératifs.**

2. IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE

La solution est également à chercher du côté de la société civile. Aujourd'hui, des associations dynamiques, parfois créées en réaction après 2005, prouvent qu'un courant, indépendant de celui insufflé par les médias, est à l'œuvre et contribue à la naissance d'une opinion publique européenne. L'atelier démocratie propose notamment :

- **de créer un statut d'association européenne avec un certain nombre de critères comme celui, outre du but non lucratif, de la présence dans plus de la moitié des États membres.**
- **d'assurer un meilleur soutien des associations et initiatives citoyennes européennes.**

3. DÉVELOPPEMENT DE L'ESPACE PUBLIC EUROPÉEN

Les démocraties représentatives et participatives doivent pouvoir exister au sein d'un espace public européen qui soit vivant. En particulier, sans relais médiatique, la vie politique européenne, aussi dynamique soit-elle, ne sera pas perçue comme telle par les citoyens. C'est pourquoi, les participants à l'atelier proposent :

- **d'œuvrer en faveur de l'augmentation de la place des thèmes européens dans les médias nationaux et à l'école.**
- **de favoriser les échanges culturels, notamment par l'extension des programmes de mobilité comme Erasmus.**

The feeling of “possession” – of being part of a collective project – is at the heart of the democratic emotion. And yet too often European citizens feel “dispossessed” of the construction of Europe. In particular, participants suggested the following:

- **establishing the right to a Citizens’ Initiative that was provided for in the Constitution (with a million signatures from different member states).**
- **considering new tools to breathe new life into a European or, indeed, transnational citizens’ Agora, such as deliberative opinion polls.**

2. THE INVOLVEMENT OF ORGANISED CIVIL SOCIETY

The solution also lies in looking to civil society. Today, dynamic associations – sometimes created as a post-2005 reaction – prove that a movement (independent of that inspired by the media) is under way and this movement is contributing to the birth of European public opinion. In particular, the democracy workshop proposed:

- **creating a European association status with a certain number of criteria such as (besides being non-profit-making) that of being present in more than half of member states.**
- **ensuring better support for European citizens’ associations and initiatives.**

3. DEVELOPMENT OF THE EUROPEAN PUBLIC SPACE

Representative and participatory democracies must be able to exist within a lively European public space. In particular, however dynamic European public life may be, it will not be perceived as such by citizens without media attention. For this reason, workshop participants proposed:

- **working to promote increased attention to European themes in national media and in schools.**
- **favouring cultural exchanges, particularly by extending mobility programmes such as Erasmus.**

RESPONSABILITÉ



ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : L'EUROPE EN POINTE ?

Ces dix dernières années, face à l'épuisement des ressources naturelles et aux atteintes à l'environnement et à la santé, l'idée de développement durable s'est progressivement installée comme objectif politique prioritaire de l'Union européenne. Comment expliquer l'émergence de ce phénomène qui, en l'état, reste une spécificité européenne ? Quelles en sont aujourd'hui les applications pratiques ? Comment cela peut-il se traduire notamment en matière de politique énergétique et agricole ? Les Européens, qui ont souvent du mal à s'unir sur le plan extérieur, ont été les principaux artisans des accords de Kyoto, dont un premier bilan peut désormais être tiré. L'efficacité de ces accords dépend largement des États-Unis qui se refusent jusqu'à présent à les appliquer. Les Européens peuvent-ils les convaincre de changer d'avis ? Quel partenariat transatlantique pour répondre au défi du changement climatique ?

EUROPE ET ENVIRONNEMENT : FIERS D'ÊTRE L'AVANT-GARDE

Le développement durable est un objectif majeur de l'Union européenne, énoncé dans les Traités et devant être intégré dans toutes les politiques de l'Union. Fondé sur l'idée que les besoins de la génération actuelle doivent être satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, l'objectif de développement durable a fait l'objet d'une première véritable stratégie européenne en 2001, au Conseil européen de Göteborg. Ce plan a été complété par une dimension extérieure en 2002, dans la perspective du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. L'UE assume de plus en plus un rôle de leader dans ce domaine, en particulier sur la question du changement climatique, en étant un acteur majeur des négociations à Kyoto à partir de 1997 et en œuvrant ensuite activement pour la ratification du Protocole entre 2002 et 2005.

Après l'objectif de Kyoto de l'Europe des 15 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2008-2012, l'UE s'est déjà engagée à aller plus loin. La récente Communication de la Commission sur la route à suivre à l'horizon 2020 et au-delà pour limiter le réchauffement de la planète à 2 °C – faisant partie d'un paquet global sur la question de l'énergie et du changement climatique – fixe des objectifs plus ambitieux, que les États membres ont accepté lors du Conseil européen en mars 2007.

*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Michel Colombier
DIRECTEUR SCIENTIFIQUE
ET COORDONNATEUR DES
PROGRAMMES SUR LE
CLIMAT DE L'IDDRI
(INSTITUT DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES RELATIONS
INTERNATIONALES)
SCIENTIFIC DIRECTOR AND
CLIMATE PROGRAMME
COORDINATOR AT THE IDDRI
(INSTITUTE OF SUSTAINABLE
DEVELOPMENT AND
INTERNATIONAL RELATIONS)
*et animé par
and led by*

Pierre Radanne
DIRECTEUR DU BUREAU
D'ÉTUDES FUTUR
FACTEUR 4 ET ANCIEN
PRÉSIDENT DE L'ADEME
(AGENCE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE
LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE)
DIRECTOR OF RESEARCH
DEPARTMENT, FUTUR
FACTEUR 4, AND FORMER
PRESIDENT OF ADEME
(THE AGENCY FOR THE
ENVIRONMENT AND
ENERGY CONTROL)

Avec/With

Katerina Batzeli
DÉPUTÉE EUROPÉENNE,
MEMBRE DE LA
COMMISSION
AGRICULTURE ET
DÉVELOPPEMENT RURAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN
EUROPEAN MP, MEMBER
OF THE AGRICULTURE AND
RURAL DEVELOPMENT
COMMISSION AT THE
EUROPEAN PARLIAMENT

John Hontelez
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU
BUREAU EUROPÉEN DE
L'ENVIRONNEMENT
GENERAL SECRETARY OF
THE EUROPEAN
ENVIRONMENT BUREAU

Laetitia de Marez
RESPONSABLE DE LA
CAMPAGNE ÉNERGIE-
CLIMAT POUR GREENPEACE
INTERNATIONAL
IN CHARGE OF THE ENERGY-
CLIMATE CAMPAIGN AT
GREENPEACE
INTERNATIONAL

Édouard Toulouse
RESPONSABLE DU PÔLE
CHANGEMENT CLIMATIQUE
DE WWF-FRANCE
IN CHARGE OF THE CLIMATE
CHANGE WORKGROUP AT
WWF-FRANCE

ENVIRONMENT AND CLIMATE: EUROPE AT THE FOREFRONT?

Over the last ten years - faced with the exhaustion of natural resources and the damage done to the environment and health – the idea of sustainable development has gradually gained ground as a priority political objective for the European Union. How can we explain the emergence of this phenomenon which, as it stands, is still a specifically European feature? What, today, are the practical applications? How does it translate into energy and agricultural policies? Europeans – who often have difficulty uniting on external issues – were the main architects of the Kyoto agreements, of which an initial appraisal can now be made. The effectiveness of the Kyoto agreements depends largely on the United States which, up to now, has refused to apply them. Can Europeans convince the Americans to change their minds? What transatlantic partnership would be required to meet the challenge of climate change?

EUROPE AND THE ENVIRONMENT: PROUD TO BE IN THE VANGUARD

Sustainable development is a major objective for the European Union, set out in the Treaties and due to be integrated into all Union policies. It is based on the idea that the needs of the present generation should be satisfied without compromising the ability of future generations to fulfil their own: it was the subject of an initial genuine European strategy in 2001, at the European Council of Göteborg. To this plan was added an external dimension in 2002, in the context of the World Summit on Sustainable Development in Johannesburg. The EU is increasingly playing a leading role in this field, particularly on the question of climate change, being a major player in the Kyoto negotiations from 1997 on, then actively pushing for the ratification of the Protocol between 2002 and 2005.

Following the Kyoto objective for the Europe of 15 to reduce greenhouse gas emissions by 8% compared to the 1990 level between now and 2008-2012, the EU has already committed itself to going even further. The recent Commission Communication on the path to follow up to 2020 and beyond to limit global warming to 2 degrees Celsius is part of a global package addressing the issues of energy and climate change. It sets more ambitious objectives which the member states accepted in the European Council of March 2007.

D'une certaine manière, l'Europe est riche de son manque de matières premières car elle est obligée de réfléchir avant les autres sur une méthode alternative de développement. L'UE a déjà mis au point des politiques fondamentales en matière environnementale et à cet égard elle est une chance pour la protection de l'environnement à l'intérieur de l'Europe, cela malgré des différences de réglementation entre pays (par exemple les pays d'Europe du Nord sont parmi les pays les plus avancés du monde en la matière). La grande majorité des lois sur l'environnement dans les États membres est en effet directement issue des directives européennes.

Les questions environnementales ont réussi à susciter un mouvement de la société civile particulièrement actif au niveau européen. À cet égard, le plan REACH, règlement communautaire pour contrôler l'usage des produits chimiques, a été perçu comme une première victoire de la société civile contre les intérêts strictement économiques.

L'UNION EUROPÉENNE, DE LEADER PAR DÉFAUT À LEADER ENGAGÉ ET EXEMPLAIRE

Le défi environnemental que l'Union européenne doit relever reste cependant gigantesque, tant dans ses politiques internes et pour la définition de son projet que sur la scène internationale. Les participants de l'atelier environnement identifient en effet trois grandes questions pour l'action européenne dans ce domaine :

- Que peut apporter l'Union dans les États membres ? Comment améliorer la capacité de l'UE à mettre en œuvre des politiques environnementales ?
- L'environnement représente-t-il un enjeu majeur permettant à l'Europe de déterminer sa place sur l'échiquier international ? Comment sa politique internationale relative à l'environnement peut-elle être un atout dans les relations transatlantiques, africaines et avec les pays émergents ?
- Comment les questions d'environnement et de développement durable en Europe peuvent-elles s'insérer dans le projet européen pour devenir un axe de la re-fondation de l'Europe pour le futur ?

Le développement durable doit être au centre de l'attention du développement de toutes les politiques de l'Union. De grands efforts restent à faire notamment dans le domaine de l'agriculture. Les questions agricoles et de la réforme de la PAC sont en effet fondamentales et devront faire l'objet d'un débat dans un avenir proche. Il s'agit d'élaborer une agriculture européenne qui s'adapte aux nouvelles données scientifiques pour limiter les dégâts sur le climat et les sols, tout en préservant l'objectif de subsistance en nourriture pour tous. Les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires les plus compétitives et dynamiques devront sans aucun doute respecter des contraintes de protection de l'environnement et des sols. Par ailleurs, la question de l'usage étendu des biocarburants devra également être posée dans la mesure où les nouvelles cultures continueront à détériorer les sols et risquent de menacer la biodiversité.

In a way, Europe is drawing advantage from its lack of raw materials because it is obliged to consider an alternative method of development before others do. The EU has already developed fundamental environmental policies and this is fortunate for environmental protection within Europe, despite regulatory differences between countries (the countries of Northern Europe, for example, are among the most advanced in the world on this question). In fact, the vast majority of environmental laws in member states derive from European directives.

Environmental questions have also succeeded in creating a particularly active movement in civil society on a European level. In this respect, the REACH plan – a Community regulation to control the use of chemical products – has been seen as a first victory for civil society over strictly economic interests.

THE EUROPEAN UNION: FROM LEADERSHIP BY DEFAULT TO COMMITTED AND EXEMPLARY LEADERSHIP

The environmental challenge that the European Union has to take up remains, however, huge, as much with regard to internal policies and the definition of its project as on the international scene. Participants in the environment workshop identified three major questions for European action in this field:

- What can the Union do within member states? How can the EU's ability to implement environmental policies be improved?
- Does the environment represent a major issue that will allow Europe to define its place on the international chessboard? How can its international environmental policy be used to advantage in transatlantic relations and relations with African and emerging countries?
- How can questions relating to the environment and sustainable development in Europe be integrated into the European project to become a mean to provide a new foundation to Europe for the future?

Sustainable development must occupy centre-stage when developing all Union policies. Major efforts still need to be undertaken, notably in the field of agriculture. Agricultural questions and the reform of the CAP are, in effect, fundamental and should form the subject of a debate in the near future. European agriculture needs to be developed in such a way that it can adapt to new scientific data to limit climate and soil damage while preserving the objective of providing subsistence in food for one and all. The most competitive and dynamic farms and food-processing industries should certainly respect constraints linked to protecting the environment and soil. Furthermore, the question of the widespread use of biofuels also needs to be posed insofar as new crops continue to deteriorate soils and can threaten biodiversity.

On the issue of environmental protection, it is also vital for all member states to play the game of implementation. There is still a gap between enthusiasm at a European level – particularly on the part of MPs – and the attitude of nation states, some of which (like France) tend to be very sluggish in applying directives.

En matière de protection de l'environnement, il est également indispensable que tous les États membres jouent le jeu de la mise en œuvre. On observe encore, en effet, un décalage entre un élan européen (en particulier des députés) et les États nationaux qui pour certains comme la France ont tendance à beaucoup tarder pour mettre en application les directives.

Sur la question du changement climatique, l'Europe continue de consommer 80 % d'énergies fossiles et seulement 6 % d'énergies renouvelables. Nous sommes de plus, dépendants de l'extérieur pour les ressources fossiles, et continuons d'accroître la quantité d'énergie consommée. La situation ne peut durer. Il s'agit non seulement de remplir les objectifs définis dans le Protocole de Kyoto mais d'aller plus loin. L'engagement fort pris par les États membres au Conseil de Mars doit être respecté. Une politique européenne de l'énergie devrait être pensée mais il est difficile à l'heure actuelle de se mettre d'accord sur le sujet : l'Allemagne souhaite sortir du nucléaire, la France qui est en pointe dans le domaine tendrait au contraire à vouloir exporter son modèle technologique du nucléaire. De plus les techniques utilisées dans les pays de l'UE sont différentes : les méthodes d'isolation sont différentes comme les habitudes automobiles ou les modes de transport.

L'Union a un réel rôle de leader environnemental à jouer sur la scène internationale. L'Europe a d'abord été un leader par défaut, notamment à Kyoto. Aujourd'hui l'Europe doit assumer pleinement ce leadership pour relancer des négociations plus ambitieuses pour la seconde phase de l'après Kyoto. L'Union européenne doit poser des chiffres sur la table, comme elle a fait au dernier Conseil européen en préconisant des mesures et des échéances. Les pays en développement attendent de l'Europe qu'elle présente les efforts nécessaires en matière environnementale comme une opportunité et non un frein au développement.

QUELQUES PROPOSITIONS

1. AGRICULTURE

L'atelier environnement a mis en avant la nécessité de conserver l'objectif d'une agriculture européenne durable, compétitive et multifonctionnelle et de mettre en cohérence la Politique Agricole Commune avec ces objectifs. Il propose en particulier :

- de rendre l'agriculture multifonctionnelle dans l'ensemble du territoire de l'UE en donnant plus d'importance à l'environnement et plus spécialement à l'érosion des sols, à la désertification, à la sécheresse et à la pollution des eaux par les nitrates et pesticides.
- de mettre l'accent sur l'innovation et la formation des agriculteurs

Toutefois, l'Europe ne fera pas tous les changements toute seule : à l'OMC, les accords multi et bilatéraux devront intégrer des paramètres environnementaux dans les échanges agricoles. De plus, il est bon de rappeler qu'un grand débat devra être mené sur le mode de développement notamment agricole des pays en

On the question of climate change, Europe continues to use 80% fossil fuels and only 6% renewable energy. What is more, we are dependent on other countries for our fossil fuel resources and continue to increase the quantity of energy consumed. This situation cannot go on. It is not just a question of fulfilling the objectives defined in the Kyoto Protocol but also of taking things further. The strong commitment made by member states at the March Council should be respected. A European energy policy should be devised, but at the present moment it is difficult to reach agreement on this subject: Germany wishes to abandon nuclear energy while France (which is at the forefront in this field) tends, on the contrary, to want to export its nuclear technology model. Moreover, different EU countries use different techniques: insulation methods, for example, are different, as are motoring habits or methods of transport.

The Union has a real role to play as an environmental leader on the international stage. Europe was initially a leader by default, notably at Kyoto. Today it must fully assume this leadership role in order to relaunch more ambitious negotiations for the second post-Kyoto phase. It must put figures on the table, just as it did in the last European Council, while recommending measures and deadlines. Developing countries are expecting Europe to present the required environmental effort as an opportunity rather than as a brake on development.

A FEW PROPOSALS

1. AGRICULTURE

The environment workshop foregrounded the need to preserve the objective of a sustainable, competitive and multifunctional European agriculture and to make the Common Agricultural Policy consistent with these objectives. In particular, it proposed:

- making agriculture multifunctional throughout the EU, placing particular importance on the environment, and more specifically, soil erosion, desertification, drought and water pollution by nitrates and pesticides.
- emphasising innovation and farmer training.

Nevertheless, Europe cannot make all these changes on its own: at the WTO, multi- and bilateral agreements should integrate environmental parameters into agricultural exchanges. Furthermore, it is worth remembering that a major debate must be held on the means of development – particularly agricultural development – with developing countries. For example, it is useful to recall that 20% of global CO₂ emissions are caused by deforestation in developing countries.

2. ENERGY

No energy source is devoid of disadvantages. As a result, participants proposed the following:

développement. Par exemple, il est utile de rappeler que 20 % des émissions globales de CO₂ sont dues à la déforestation dans les Pays en développement.

2. ÉNERGIE

Il n'existe aucune source d'énergie qui n'ait pas de désavantages. Par conséquent, les participants à l'atelier proposent :

- de s'interroger avant tout sur la maîtrise de l'énergie et sur la réduction des consommations.
- de mener un débat sur le nucléaire en Europe (en considérant qu'il n'est pas possible de stopper la production d'un coup) et sur les énergies renouvelables (qui représentent un gisement d'emplois que beaucoup de pays n'ont pas encore totalement perçu)

3. RECHERCHE ET FISCALITÉ

Les participants suggèrent également :

- de lancer un grand programme européen de la recherche sur les questions environnementales.
- de mener une réforme fiscale dans tous les pays de l'UE pour créer des incitations au respect de l'environnement.

4. DÉVELOPPEMENT

L'enjeu est de faire accepter aux pays en développement cette idée qu'un nouveau mode de développement est nécessaire. Il faudrait un transfert des technologies des pays riches vers les pays pauvres. Le protocole de Kyoto, a institué un « mécanisme de développement propre », qui paraît un bon début. Mais tout reste à faire avec la seconde phase du protocole, pour que les pays en développement aient quelque chose à gagner dans la protection de l'environnement. Les participants proposent notamment :

- que les pays en voie de développement qui freinent la déforestation soient rétribués.



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*
Jean-Philippe Moinet

ANCIEN JOURNALISTE AU
FIGARO, SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DU HAUT
CONSEIL À L'INTÉGRATION
FORMER JOURNALIST ON
LE FIGARO, GENERAL
SECRETARY OF THE HIGH
COUNCIL OF INTEGRATION
*et animé par
and led by*

Ele Asu
JOURNALISTE À CANAL+
JOURNALIST AT CANAL+

Avec/ With
Harlem Désir
DÉPUTÉ EUROPÉEN
EUROPEAN MP

Bénigne du Parc
EXPERT DE PLANET
FINANCE
EXPERT AT PLANET
FINANCE

Jean-François Rial
PDG DE VOYAGEURS DU
MONDE
CHAIRMAN AND
MANAGING DIRECTOR OF
VOYAGEURS DU MONDE

Patrick Weil
DIRECTEUR DE
RECHERCHE AU CNRS,
SPÉCIALISTE DES
MIGRATIONS
DIRECTOR OF RESEARCH
AT THE NATIONAL CENTRE
FOR SCIENTIFIC
RESEARCH, A SPECIALIST
IN MIGRATIONS

LE CO-DÉVELOPPEMENT OU L'EUROPE SOLIDAIRE DU RESTE DU MONDE

En 1957, l'Europe est en train de tourner la page coloniale. L'idée de la responsabilité communautaire vis-à-vis des États en développement fait rapidement son chemin et aboutit aux conventions de Lomé/Cotonou, qui font aujourd'hui figure de symbole de la relation entre l'Union européenne et les pays « ACP ». Quel est l'impact véritable

- to inquire, first and foremost, into questions of energy control and reducing consumption.
- to conduct a debate on nuclear energy in Europe (bearing in mind that it is not possible to stop production in one fell swoop) and on renewable energy sources (which represent a source of employment, a fact that many countries have not fully grasped).

3. RESEARCH AND TAXATION

Participants also suggested:

- launching a major European research programme into environmental questions.
- conducting tax reform in all EU countries in create incentives to respect the environment.

4. DEVELOPMENT

The challenge is to get developing countries to accept the idea that a new means of development is necessary. There should be technology transfers from rich countries to poor. The Kyoto Protocol instituted a "Clean Development Mechanism", which would seem to be a good start. But a great deal remains to be done with the second phase of the Protocol, so that developing countries have something to gain from environmental protection. In particular, participants proposed:

- that developing countries who succeed in curbing deforestation be recompensed.

CO-DEVELOPMENT, OR EUROPE SHOWING SOLIDARITY WITH THE REST OF THE WORLD?

In 1957, Europe was turning a page in colonial history. The idea of Community responsibility towards developing states quickly gained ground and resulted in the Lomé/Cotonou Conventions which today stand as a symbol of the relationship between the European Union and the "ACP" States (Africa, Caribbean and Pacific). What is the real impact of European aid in these countries? Does it promote development effectively, particularly in African countries? Does it contribute to Africa's "sustainable" development? Faced with the present challenge of ageing populations in the EU, can we develop a genuine strategy of co-development based, in particular, on a more open and controlled organisation of the South-North migration influx?

THE EUROPEAN UNION: THE LEADING CONTRIBUTOR OF DEVELOPMENT AID

Europe is a major contributor of public aid for development. In fact, more than

de l'aide européenne à ces pays ? Favorise-t-elle effectivement le développement, et en particulier celui des pays africains ? Contribue-t-elle à un développement « durable » de l'Afrique ? Face au défi contemporain du vieillissement de l'UE, peut-on concevoir une vraie stratégie de co-développement, notamment basée sur une organisation plus ouverte et maîtrisée des flux migratoires Sud-Nord ?

L'UNION EUROPÉENNE, PREMIER POURVOYEUR D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'Europe est un grand contributeur de l'aide publique au développement. En effet, plus de la moitié des transferts de fonds internationaux destinés à aider les pays pauvres provient de l'Union européenne et de ses États membres. De plus les États membres ont, comme d'autres pays industrialisés, accepté l'objectif d'une aide annuelle correspondant à 0,7 % de leur PNB. Aujourd'hui, seuls le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède atteignent cet objectif mais l'ensemble des gouvernements de l'UE se sont engagés à réaliser cet objectif de 0,7 % d'ici 2015. Les relations entre l'UE et les pays de la zone Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) sont un aspect important de la politique de développement et ont fait l'objet de Conventions particulières depuis les années 1970 (Lomé de 1975 à 2000 – Cotonou de 2000 à 2020). Dans le document « le consensus européen pour le développement », adopté en 2005 par les États membres, le Conseil, la Commission et le Parlement européen, l'UE réitère sa volonté de contribuer de manière décisive à l'éradication de la pauvreté dans le monde et à la construction d'un monde fondé sur la paix et l'équité. Elle y rappelle aussi les valeurs qu'elle souhaite propager : droits de l'homme, libertés fondamentales, paix, démocratie, bonne gouvernance, égalité homme-femme, État de droit, solidarité et justice.

Le Traité CE (article 177) prévoit effectivement que la coopération au développement contribue à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, et à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les intervenants de l'atelier soulignent avec fierté que l'UE a fait avancer la prise en compte des droits de l'homme, ainsi que, l'idée qu'une zone de coopération pouvait être autre chose que le tout économique. Le monde nous envie trois acquis : la paix, la prospérité, les acquis sociaux. L'Europe peut donc être vue comme un modèle (et non pas une référence).

LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT, UNE RESPONSABILITÉ MAJEURE POUR L'EUROPE

Le défi à relever en termes de développement reste bien évidemment gigantesque et la responsabilité de l'UE dans ce domaine doit être à la hauteur de ce défi. En effet, comme le rappelle le document « le consensus européen pour le développement », 1 200 enfants meurent chaque jour du fait de leur pauvreté, un milliard de personnes survivent avec moins d'un dollar par jour et plus de six millions meurent chaque année du SIDA, de la tuberculose ou de la malaria.

La chance de l'UE est de se trouver sur un continent carrefour du monde, à la croisée des chemins géographiques, mais aussi religieux. En conséquence, l'UE a une responsabilité particulière. Son action dans le domaine du développement est

half the international fund transfers to help poor countries come from the European Union and its member states. What is more, like other industrialised nations, the member states have accepted the objective of providing annual aid amounting to 0.7% of their GDP. Today, only Denmark, Luxembourg, the Netherlands and Sweden have reached this target, but together the EU governments have committed themselves to attaining this 0.7% objective between now and 2015.

Relations between the EU and the Africa, Caribbean and Pacific zone (ACP) are an important aspect of the development policy and have been the subject of specific Conventions since the 1970s (Lomé from 1975 to 2000, Cotonou from 2000 to 2020). In the document entitled "European Consensus on Development" - adopted in 2005 by the member states, the Council, the Commission and the European Parliament - the EU repeated its willingness to contribute decisively to the eradication of poverty in the world and the construction of a world founded on peace and equity. It also confirmed the values it wishes to propagate: human rights, fundamental freedoms, peace, democracy, good governance, equality between the sexes, the rule of law, solidarity and justice.

The EC Treaty (Article 177) effectively makes provision for development cooperation to contribute to the general objectives of developing and consolidating democracy and the rule of law and respecting human rights and fundamental freedoms. Contributors to the workshop proudly pointed out that the EU had furthered the cause of human rights in addition to the idea that a cooperation zone could play something more than a purely economic role. We have three assets that the world envies: peace, prosperity and social entitlements. Europe can therefore be seen as a model (though not as a benchmark).

THE CHALLENGE OF DEVELOPMENT: A MAJOR RESPONSIBILITY FOR EUROPE

The development challenge remains, of course, enormous, and the EU's responsibility in this field should live up to that challenge. In effect, as the "European Consensus on Development" document reminds us, 1,200 children die every day as a result of poverty, a billion people survive on less than a dollar a day, and more than six million people die every year from Aids, tuberculosis and malaria.

The EU is fortunate to be on a continent that is at the crossroads of the world, where geographical and religious paths meet. As a result, it has a specific responsibility. Its development action serves a twofold purpose: it is strategic (economic development, migrations, the influence of Europe in the world, etc.) and humanist (ensuring fundamental human needs, peace in the world, etc.).

The EU must pay particular attention to Africa: some areas are doing well, but many suffer from impoverishment and deteriorating health conditions, although Africa has a great deal of cultural and natural wealth. Some phenomena, like dictatorships or health scourges, bring whole regions to their knees.

doublément utile : elle est stratégique (développement économique, migrations, influence de l'Europe dans le monde, etc.) et humaniste (assurer les besoins humains fondamentaux, paix dans le monde etc.).

L'UE doit privilégier l'Afrique : certaines zones se portent bien, mais beaucoup subissent paupérisation et déclin sanitaire, bien que l'Afrique ait beaucoup de richesses culturelles et naturelles. Certains phénomènes, comme les dictatures ou les fléaux sanitaires, mettent des régions entières à genoux.

Elle doit penser son action, en particulier autour de trois grandes questions : démocratie, immigration, efficacité.

DÉMOCRATIE

Plutôt que les contreparties néolibérales de Washington (privatisation de pans entiers de l'économie en échange de l'aide au développement), les participants à l'atelier préconisent d'accentuer les conditions d'amélioration démocratique et de transparence. (élections libres, liberté de la presse...). Mais l'Europe doit aussi être bien plus claire sur le fait de construire une relation d'égal à égal, loin du paternalisme colonial observé à maintes reprises.

Il faut également être conscient du rôle actuel de la Chine dans ces pays. Sa très forte croissance économique signifie qu'elle a besoin d'accords avec l'Afrique, pour profiter du minerai, du bois, etc. Elle ne demande aucune condition libérale (pressions pour privatiser) ni démocratique. Cette coopération est donc bien tentante pour l'Afrique.

Les participants reconnaissent cependant que les situations sont souvent extrêmement délicates. Le cas du Togo est cité : plus personne ne veut financer des projets sur place en raison du caractère du régime. Pourtant, il faudrait faire changer les choses et continuer de soutenir la société civile même si on arrête l'aide au développement.

IMMIGRATION

Il faut également analyser le lien entre immigration et co-développement. Certains migrants sont tentés par des mirages de prospérité sur notre continent. Ce qui entraîne la problématique de la fuite des cerveaux dans les pays concernés. Or prendre les talents aux pays qui veulent se développer est contre-productif.

Les migrants contribuent pour une grande part au développement de leur pays, en envoyant de l'argent à leurs familles. Cet argent est souvent gagné au prix de nombreux sacrifices. Il n'est pas normal que ces sommes soient lourdement taxées.

EFFICACITÉ

Les critiques sur la mauvaise utilisation de l'argent rendu disponible par la Commission européenne sont récurrentes. Maintenant, la Commission utilise l'outil de l'« enveloppe globale », laissé au libre choix des bénéficiaires (les États), sans obligation de secteur. Cependant, cela pose la question du contrôle a posteriori. L'Europe prend par là le risque de supprimer l'appui humain, pour s'effacer au profit d'outils purement budgétaires.

Europe must think through its action, particularly on the three major questions of democracy, immigration and effectiveness.

DEMOCRACY

Rather than Washington's neo-liberal compensation strategy (privatising whole areas of the economy in exchange for development aid), the workshop participants recommended intensifying conditions for the improvement of democracy and transparency (free elections, freedom of the press, etc.). But Europe must also take a much clearer stance on building a relationship of equals, far from the colonial paternalism that has so often been observed.

It must also be aware of China's present role in these countries. Its sharp economic growth means it needs agreements with Africa to take advantage of ore, timber, etc. It makes no democratic or liberal demands (pressure to privatise, etc.). This cooperation is, therefore, very tempting for Africa.

The participants recognised, however, that situations are often extremely delicate. The case of Togo was cited: nobody wants to finance on-site projects there any more because of the nature of the regime. Nevertheless, we should try to change things and continue to support civil society even if we put a stop to development aid.

IMMIGRATION

The link between immigration and co-development also needs to be analysed. Some migrants are tempted by mirages of prosperity on our continent. This leads to a brain drain problem in their countries of origin. And yet taking talented people from countries that wish to develop is counter-productive.

Migrants make a considerable contribution to the development of their country by sending money back to their families. This money is often earned at the cost of many sacrifices. It is not right for these sums of money to be heavily taxed.

EFFECTIVENESS

There has been repeated criticism of the poor use of money made available by the European Commission. Now the Commission is using the "global envelope" tool, left to the free choice of the beneficiaries (individual states), with no sector obligations. Nonetheless, this poses the question of a posteriori control. By choosing this path, Europe is taking the risk of removing human support, withdrawing into the wings to be supplanted by purely budgetary tools.

Furthermore, bureaucratic cumbersomeness creates a discriminatory trend: the biggest NGOs, with the strongest financial capacity, are more often chosen.

Lastly, since development is a skill that is shared between the EU and the member states, this policy could greatly benefit from improved coordination between the EU and its 27 member states.

A FEW PROPOSALS

These can be presented in parallel with the three major questions outlined above:

Par ailleurs, les lourdeurs bureaucratiques entraînent une tendance à la discrimination : les plus grosses ONG, à plus grosse capacité financière, sont plus souvent choisies.

Enfin, le développement étant une compétence partagée entre l'Union européenne et les États membres, cette politique pourrait beaucoup bénéficier d'une meilleure coordination entre le niveau de l'Union européenne et celui de ses 27 États membres.

QUELQUES PROPOSITIONS

Celles-ci peuvent être présentées en parallèle aux trois grandes questions évoquées ci-dessus :

DÉMOCRATIE

- **certains États, comme le Mali, ont fait la démonstration qu'un pays très pauvre peut en même temps faire avancer la démocratie. Il conviendrait de donner une prime à ce type d'évolution.**
- **un service civique européen pourrait être élargi à destination des pays en voie de développement.**
- **la démocratie passe par l'éducation. Il faut aussi augmenter le nombre de livres disponibles sur place, dans les institutions scolaires.**

IMMIGRATION

On envisage trop souvent l'immigration par le prisme de l'État, pas assez du migrant. Les participants de l'atelier proposent :

- **d'imaginer un droit à « l'aller-retour », pour pouvoir retourner chez soi après une période de travail dans un pays donné.**
- **De veiller à ce que les taxes lors des transferts soient maintenues à des niveaux bas et qu'un enfant qui aide son parent à l'étranger par un transfert d'argent puisse le déduire de son revenu imposable.**

EFFICACITÉ

Afin d'augmenter l'efficacité de l'aide, les participants recommandent d'essayer d'aller au plus près possible du terrain et des besoins réels, ils préconisent notamment :

- **de favoriser le microcrédit, qui a pris une vraie ampleur et a permis de montrer que les pauvres peuvent être économiquement « viables ».**
- **de coupler le service de transfert d'argent évoqué ci-dessus avec l'obtention d'un microcrédit, qui soit réellement productif.**
- **de permettre une plus grande gestion des fonds par les acteurs de terrain, par les organisations de la société civile de plus petite taille, même si, dans certains cas comme des situations d'urgence, passer par des grosses ONG de confiance peut être justifié.**



*Atelier présidé par
Workshop chaired by*

Jean-Michel Fauve
PRÉSIDENT DE L'ARRI
(ASSOCIATION RÉALITÉS
ET RELATIONS
INTERNATIONALES)
PRESIDENT OF ARRI
(REALITIES AND
INTERNATIONAL
RELATIONS ASSOCIATION)

*et animé par
and led by*

Thierry Chopin
DIRECTEUR DES ÉTUDES
DE LA FONDATION ROBERT
SCHUMAN
DIRECTOR OF STUDIES AT
THE ROBERT SCHUMAN
FOUNDATION

Avec/With

Pascale Andreani
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DU SGAE (SECRÉTARIAT
GÉNÉRAL DES AFFAIRES
EUROPÉENNES)
GENERAL SECRETARY OF
THE SGAE (GENERAL
SECRETARIAT FOR
EUROPEAN AFFAIRS)

Florence Autret
AUTEUR DE « L'AMÉRIQUE
À BRUXELLES »
AUTHOR OF "L'AMÉRIQUE
À BRUXELLES"

Général

Favin-Lévêque
CONSEILLER
D'EURODÉFENSE FRANCE
ADVISER TO
EURODÉFENSE (FRANCE)

Eneko Landaburu
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES
RELATIONS EXTÉRIEURES
DE L'UE À LA COMMISSION
EUROPÉENNE
DIRECTOR GENERAL FOR
EXTERNAL RELATIONS AT
THE EUROPEAN
COMMISSION

Sandro Gozzi
DÉPUTÉ, CONSEILLER DU
PRÉSIDENT DU CONSEIL
ITALIEN
MP, ADVISER TO THE
PRESIDENT OF THE
ITALIAN COUNCIL

DEMOCRACY

- Some states, such as Mali, have shown how a very poor country can, at the same time, further the cause of democracy. It would be appropriate to offer a financial incentive for this kind of development.
- A European civic service could be enlarged to help developing countries.
- Democracy comes through education. The number of books available in educational establishments should also be increased.

IMMIGRATION

All too often, we view immigration from the state's point of view, and not that of the migrant. The workshop participants proposed:

- devising a "return ticket" right, allowing migrants to return home after a period of work in a given country.
- ensuring that, when money transfers are made, the taxes are kept low and that someone who helps their parents abroad by transferring funds may deduct these sums from their taxable income.

EFFECTIVENESS

In order to make aid more effective, participants recommended trying to get as close as possible to grass roots and real needs. In particular, they recommended:

- favouring microcredit, a practice that has greatly increased in scope and which demonstrates that the poor can be economically "viable".
- coupling the money transfer service mentioned above with obtaining a truly productive microcredit.
- enabling greater fund management by in situ players and organisations in civil society of smaller scale, even if – in some cases, such as emergency situations – going through large, reliable NGOs may be justified.

EUROPE: A VOICE IN TOMORROW'S WORLD?

The implicit objective of the Treaty of Rome ("Never again") is lasting peace. This now seems to have been established between Europeans. Can the European miracle set an example to other areas of the world? Does the European Union itself have a responsibility to maintain or establish peace beyond its borders? And by what means? Economic globalisation arouses doubts and fears, particularly in France. Nevertheless, this is what most Europeans have wanted and helped to outline. Can they still act on its range and effects to prevent it becoming a destabilising process? In a word, can they "humanise" it?

L'EUROPE, une VOIX DANS LE MONDE DE Demain ?

Objectif implicite du traité de Rome (« plus jamais ça » !), une paix durable semble désormais établie entre les Européens. Ce miracle européen peut-il constituer un exemple pour d'autres zones géographiques ? L'Union européenne elle-même a-t-elle une responsabilité dans le maintien ou l'établissement de la paix hors de ses frontières ? Selon quelles modalités ? La mondialisation économique suscite des doutes et des angoisses, notamment en France. Les Européens l'ont pourtant largement souhaitée et ont contribué à en dessiner les contours. Peuvent-ils encore agir sur sa portée et sur ses effets, afin d'éviter qu'elle ne s'apparente à un processus déstabilisant ? En un mot, peuvent-ils l'humaniser ?

L'UE, UNE FORCE D'ATTRACTION, UN ACTEUR GLOBAL INFLUENT

La réconciliation des États européens dans un projet d'unité et la construction d'un destin commun représente un modèle à répandre dans le monde. Cette volonté de propager un souffle nouveau à travers le monde est une raison d'être fier d'être européen.

L'Union européenne est un acteur global, influent sur la scène internationale qui possède un certain prestige et une force d'attraction pour son modèle. Elle est le premier partenaire commercial du monde, le premier donateur dans l'aide au développement. L'Europe est également un chef de file dans de nombreux domaines tels que l'environnement ou la diplomatie internationale, et les politiques communautaires prennent de plus en plus d'importance sur la scène internationale avec la globalisation.

La définition d'une stratégie européenne de sécurité et de défense par Javier Solana, les différentes opérations extérieures menées par l'Union européenne ou encore la création de l'Agence Européenne de Défense, agence fondamentale pour harmoniser les besoins des armées et permettre l'autonomie de l'Europe, sont autant d'avancées récentes qui témoignent d'une volonté de mettre en place une Europe de la défense.

L'Union européenne peut faire entendre sa voix dans les négociations internationales et face aux États-Unis lorsqu'elle a la volonté politique de le faire, comme, par exemple, lors des négociations sur la Convention de l'Unesco sur la diversité culturelle. L'Europe a en effet su convaincre ses partenaires de la nécessité de traiter la diversité culturelle à part dans les négociations commerciales. L'Union européenne réussit à imposer ses principes par sa force de persuasion.

UNE POLITIQUE ET UNE REPRÉSENTATION EXTÉRIEURES INSUFFISANTES

Une politique extérieure commune est un besoin et une demande. Une demande émanant des chefs d'État et des différents ministres étrangers qui souhaitent voir

THE EU: A FORCE OF ATTRACTION, AN INFLUENTIAL GLOBAL ACTOR

The reconciliation of European states through a project based on unity and the construction of a common destiny is a model that should be spread around the world. This will to breathe new life into the world is one reason for being proud to be European.

The European Union is an influential global actor on the international stage and the example it sets has a certain prestige and force of attraction. It is the world's leading commercial partner and the leading donor of development aid. It is also a leading light in many fields such as the environment or international diplomacy, and Community policies are gaining increasing importance on the international scene with globalisation.

The definition of a European defence strategy by Javier Solana, the different external operations conducted by the European Union and the creation of the European Defence Agency – a fundamental force for harmonising military needs and granting Europe autonomy – are all recent steps forward that highlight the will to create a European defence capability.

The European Union is capable of making its voice heard in international negotiations and when faced with the United States whenever it has the political will to do so – as, for example, in the negotiations for UNESCO's Convention on Cultural Diversity. In fact, Europe was able to convince its partners of the need to treat cultural diversity as a separate issue in trade negotiations. The European Union has succeeded in imposing its principles by power of persuasion.

AN INADEQUATE FOREIGN POLICY AND REPRESENTATION

A common foreign policy is both a need and a request. The request comes from foreign heads of state and different ministers who wish to see Europe become a force for stability and peace. The request also comes from European citizens themselves. Faced with growing challenges – climate, security, energy supply, the immigration problem, the fight against the proliferation of weapons of mass destruction – only Europe seems to offer a relevant dimension for finding answers to these problems. What is more, to defend the interests of European citizens, EU values and principles must be sent out through the world: the defence of multilateralism, the protection of human rights, the promotion of the rule of law, etc.

And yet though the EU has great influence, it is not a political actor and suffers from a lack of foreign representation. It depends on the political will of member states that often have different priorities. It needs to define common interests in the field of foreign policy to increase its powers of persuasion.

The European Union cannot make its voice heard in the world without a common defence policy. However, since the Saint-Malo Summit in 1998, the pace of constructing a European defence capability has slowed down. Existing defence

l'Europe exister en tant que force de stabilisation et de paix ; et une demande émanant des citoyens européens eux-mêmes. En effet, face aux défis croissants (défi climatique, question de sécurité d'approvisionnement en énergie, problème de l'immigration, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive...), seule la dimension européenne semble pertinente pour apporter des réponses. En outre, pour défendre les intérêts des citoyens européens, il est nécessaire de projeter dans le monde les valeurs et principes de l'Union européenne (défense du multilatéralisme, protection des droits de l'Homme, promotion de l'État de droit...).

Or, si l'influence de l'UE est grande, elle n'est pas un acteur politique et souffre d'un manque de représentation sur la scène extérieure. Elle dépend de la volonté politique des États membres qui ont fréquemment des priorités différentes. Elle doit définir des intérêts communs dans le domaine de la politique étrangère pour augmenter sa force de persuasion.

L'Union européenne ne pourra faire porter sa voix dans le monde sans une défense commune. Or, depuis le sommet de Saint-Malo en 1998, le rythme de la construction de l'Europe de la défense s'est ralenti. Les outils de défense existants ne sont pas à la hauteur du continent. Il est donc important de convaincre les partenaires européens, qui conçoivent leur sécurité et leur défense dans l'OTAN, de la nécessité d'une défense commune autonome, de la construction d'une défense européenne indépendante qui possède ses propres capacités.

L'Europe possède une place sur la scène internationale mais son énergie dans la défense de ses intérêts peut parfois sembler faible notamment face à l'opposition américaine. La place de la relation transatlantique dans la construction européenne et l'appui des États-Unis à cette construction sont essentiels. Les deux pôles ont développé des relations économiques très étroites malgré les quelques conflits devant l'OMC. Cependant, l'intégration européenne pose un problème aux États-Unis car l'Europe s'affirme en tant que puissance normative et l'opposition américaine semble capable de faire plier l'Europe sur certains sujets. La question de l'affirmation de l'Union européenne face aux États-Unis se pose donc également (par exemple, pour le projet Galileo).

L'Union européenne doit ainsi mettre en place une politique commune d'immigration. L'élimination des frontières à l'intérieur de l'Union et la libre circulation des personnes sont des avancées. L'espace Schengen a transformé les frontières en des lieux de coopération. Mais il existe une demande de sécurité croissante des citoyens européens face aux flux migratoires et la question du contrôle des frontières extérieures se pose à l'Europe. L'immigration illégale représente un enjeu réel (300 000 immigrés illégaux entrent en Europe chaque année, 200 000 essaient de l'atteindre et de nombreuses personnes décèdent dans cette entreprise). Le destin des immigrés illégaux en Europe (prostitution, exploitation...) nécessite plus de solidarité au niveau européen. Quant à l'immigration légale, beaucoup reste à faire.

tools do not come up to the needs of an entire continent. It is therefore important to convince European partners who see their security and defence as depending on NATO of the need to construct a common autonomous defence capability, an independent European defence force with its own capacity.

Europe has its place on the international scene, but it sometimes seems weak in defending its interests, particularly against American opposition. The role of the transatlantic relationship in European construction - and the support of the United States for this process - are vital. The two powers have developed very close economic ties despite a few conflicts at the WTO. Nevertheless, European integration poses a problem for the United States because Europe is asserting itself as a normative power and American opposition seems to be able to make Europe yield on some subjects. So the question also needs to be posed of how the EU asserts itself when up against the United States (e.g. over the Galileo project).

The European Union must introduce a common immigration policy. The elimination of borders within the Union and the free movement of people are steps forward. The Schengen Space has transformed borders into places of cooperation. But there is also a growing demand for security among European citizens faced with migration influxes and Europe must deal with the problem of controlling external borders. Illegal immigration is a real challenge: 300,000 illegal immigrants enter Europe each year, 200,000 try to reach Europe and many of them perish in the attempt). The fate of illegal immigrants in Europe - prostitution, exploitation, etc. - demands greater solidarity at a European level. As for legal immigration, a great deal remains to be done.

A FEW PROPOSALS

The Community method should be applied to the field of foreign policy and joint security. All the same, this solution is unrealistic at the moment because the European Union lacks the maturity to accept a majority vote on questions of foreign policy. Europe can only become an international political player by combining the intergovernmental and the supranational. For this reason, the workshop participants made the following proposals:

- **The creation of a Minister of Foreign Affairs, as provided for in the Constitutional Treaty, who is Vice-President of the Commission but also depends on the Council.**
- **Setting up, in parallel, a European diplomatic service.**

On the question of defence, participants suggested:

- **establishing operational and financial convergence criteria for the introduction of a common defence capability.**
- **allowing recourse to enhanced cooperation in this field so that countries who want to advance more rapidly may do so while leaving the door open for other states to join them at a later stage.**

QUELQUES PROPOSITIONS

Il faudrait appliquer la méthode communautaire au domaine de la politique étrangère et de sécurité commune. Toutefois, cette solution est irréaliste pour le moment car l'Union européenne manque de maturité pour accepter le vote à la majorité sur des questions de politique étrangère. L'Europe ne pourra devenir un acteur politique international qu'en combinant l'intergouvernemental et le supranational. C'est pourquoi les participants à l'atelier proposent :

- **de créer le poste de Ministre des affaires étrangères qui était prévu dans le Traité constitutionnel, en tant que Vice-président de la Commission mais dépendant également du Conseil.**
- **de mettre en place, en parallèle, un service diplomatique européen.**

En matière de défense, les participants suggèrent :

- **d'établir des critères de convergence opérationnelle et financière pour la mise en place d'une défense commune.**
- **de permettre le recours à la coopération renforcée dans ce domaine pour que les pays désireux d'avancer plus vite puissent le faire tout en laissant ouverte la possibilité pour d'autres États de les rejoindre plus tard.**

En matière d'immigration, les pistes suivantes sont avancées :

- **développer la coopération avec les pays voisins de l'Europe et encourager les pays d'origine et de transit à contrôler les flux migratoires.**
- **d'établir des statistiques sur les différents marchés du travail et des besoins de main-d'œuvre des différents États.**
- **développer une politique d'intégration au niveau européen en diffusant les meilleures pratiques.**

On the issue of immigration, the following suggestions were made:

- **developing cooperation with Europe's neighbouring countries and encouraging countries of origin and transit to control migration flow.**
- **establishing statistics on the different employment markets and the manpower needs of the different states.**
- **developing an integration policy at a European level by disseminating the best practices.**

COLLECTIF
EUROPANOVA

EuropaNova est une organisation non gouvernementale de **promotion du débat public et de l'intérêt général européens**. Elle veille au respect de l'intérêt général européen. La démarche d'EuropaNova est ouverte et non partisane.

www.europanova.eu



Mouvement Européen
France

Un mouvement pluraliste et démocratique pour défendre la cause européenne.

Le Mouvement Européen France est une association qui regroupe, au delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent contribuer à la réalisation d'une Union politique à caractère fédéral. Sa vocation est de développer dans le peuple français la prise de conscience de l'Europe.

www.mouvement-europeen.org

Notre Europe

 *Thinking a united Europe*
Penser l'unité européenne

Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, qui fonda Notre Europe en 1996, l'association a l'ambition de « penser l'unité européenne ».

Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également comme objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

www.notre-europe.eu

EuropaNova is a non-governmental organisation for the **promotion of public debate and the European general interest**. EuropaNova is dedicated to the respect of this same European public interest. EuropaNova's approach is open and non-partisan.
www.europeanova.eu

A pluralist and democratic movement promoting the European cause.

The European Movement France is an association regrouping men and women of all political horizons who wish to contribute to the accomplishment of a federal political union in Europe. Its aim is to raise public awareness about the importance of Europe in France.
www.mouvement-europeen.org

Notre Europe is an independent think tank devoted to European integration. Under the guidance of Jacques Delors, who created Notre Europe in 1996, the association aims to "think a united Europe".

Its ambition is to contribute to the current public debate by producing analyses and pertinent policy proposals that strive for a closer union of the peoples of Europe. Notre Europe is equally devoted to promoting the active engagement of citizens and civil society in the process of community construction and the creation of a European public space.
www.notre-europe.eu

NOUS REMERCIONS LES ÉTUDIANTS DE L'IEP DE LILLE ET DE L'EDHEC DONT LES NOMS SUIVENT POUR LES COMPTES-RENDUS DES ATELIERS QUI ONT PERMIS LA RÉDACTION DE CETTE SYNTHÈSE :

NOUS REMERCIONS LES ÉTUDIANTS DE L'IEP DE LILLE ET DE L'EDHEC DONT LES NOMS SUIVENT POUR LES COMPTES-RENDUS DES ATELIERS QUI ONT PERMIS LA RÉDACTION DE CETTE SYNTHÈSE :

Pauline Attissobé, Lucile Barjot, Anneliese Barthélemy, Xavier Blancher, Barbara Bouçon, Pauline Brunnengreber, Begüm Bulak, Valentine Catrysse, Laure Charré, Sébastien Chauvin, Naïm Cordemans, Gwénola de Coutard, Aurélie Dupire, François Goarin, Justin Jude, Claire Lanne, Blandine Lebourg, Lucile Marteel, Charlotte Marty, Tanguy Marziou, Virginie Panici, Amélie Perrier, Hélène Petit, Bertrand Rabasse, Amélie Salles, Athys Vennemani, Cyprien Vie, Emilie Walker, Emilie Wecxsteen, Quentin Weiler.

EN PARTENARIAT AVEC

IN PARTNERSHIP WITH

Ville de Lille · Parlement européen · Ministère délégué aux Affaires européennes · Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille Métropole · Région Nord-Pas-de-Calais · Institut d'études politiques de Lille · EDHEC

AVEC LE SOUTIEN DE

WITH THE SUPPORT OF

Acteurope · Association Française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe (AFCCRE) · Association pour une Europe fédérale (APEF) · Association Réalités et Relations Internationales (ARRI) · Carrefour pour une Europe Civique et Sociales (CAFECS) · Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) · Confrontations · Confrontations Europe · European Citizens Initiative · European Citizen Action Service (ECAS) · Fondation Hippocrène · Fondation pour l'Innovation Politique · Fondation Robert Schuman · Futur Présent · Groupe des Belles Feuilles (GBF) · Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDDRI) · Institut Thomas More · La Confédération Etudiante · La République des Idées · Mission Agrobiosciences · Inter-LGBT · Philo Lille · Sauvons l'Europe · Toute l'Europe · Traité de Rome.fr · Visions d'Europe · Voyageurs du Monde · Unions Nationale des Syndicats Autonome (UNSA) · Parlement européen des Jeunes (PEJ)

EN COLLABORATION AVEC

IN COLLABORATION WITH

Cafebabel.com · Club de la presse Nord-Pas-de-Calais · Euractiv.com · Les Euros du village · France Culture · Le Figaro.fr · Lille plus · Nord Eclair · Le Nouvel Observateur · Le Taurillon · La Voix du Nord

LES PREMIERS ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE ONT ÉTÉ CO-ORGANISÉS PAR EUROPANOVA, LE MOUVEMENT EUROPÉEN FRANCE ET NOTRE EUROPE
THE FIRST EUROPEAN ESTATES GENERAL WAS CO-ORGANISED BY EUROPANOVA, MOUVEMENT EUROPÉEN FRANCE AND NOTRE EUROPE



SECRÉTARIAT EXÉCUTIF DES ÉTATS GÉNÉRAUX ET CO-ORDINATION ÉDITORIALE DU RAPPORT

**EXECUTIVE SECRETARIAT OF THE
ESTATES GENERAL AND EDITORIAL
COORDINATION OF THE REPORT
EUROPANOVA**

21 rue du Faubourg Saint-Antoine
75011 PARIS – FRANCE
+ 33 (0)1 43 42 40 90
www.europanova.eu
contact@europanova.eu